Fascicule N° 15

Prix : UN franc



Journal

d'un

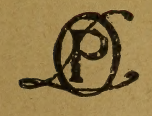
Bourgeois de PARIS

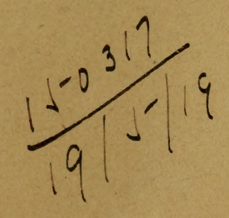
pendant

LA GUERRE DE 1914

par

GEORGES OHNET





SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS LITTÉRAIRES & ARTISTIQUES

50, Chaussée d'Antin, PARIS

JOURNAL

d'un Bourgeois de Paris

PENDANT

LA GUERRE DE 1914-1917

Fascicule XV

Le comité secret a pris fin. Il n'en est sorti qu'un vote de confiance qui était prévu. Aucune raison n'existait de renverser M. Briand qui, depuis le commencement des hostilités a donné, seul, des preuves de capacité, et fait figure d'homme d'État. Pour changer quelque chose dans le ministère, il faudrait faire ce que les Anglais viennent de tenter résolument en tournant le dos à leurs traditions les plus chères. Mais nous ne ferons pas, nous le peuple révolutionnaire, par excellence, ce que vient d'exécuter la nation la plus traditionnaliste qui soit sous le ciel. Il est vrai qu'un homme s'est trouvé à point, pour dire : J'ose, et pour oser. C'est M. Lloyd-Georges. Je ne sais pas, si, depuis Cromwell, un exemple s'est produit, en Angle-

terre, d'une audace aussi grande et d'un si admirable courage. Car, réfléchissez à ce que risque cet homme, qui, de son propre mouvement, assume les responsabilités formidables de la victoire ou de la défaite du Royaume. A partir du moment où il a dit : J'ose, il est devenu l'arbitre sur qui tout repose et à qui on s'en prendra si tout ne marche pas bien. Il aura mobilisé toute l'Angleterre pour la conduite de la guerre, et nul n'aura résisté à sa volonté. Mais quelle responsabilité!

Vous ne trouverez nulle part, en France, dans les sphères politiques ou gouvernementales, l'équivalent de cette manifestation personnelle. Tous ceux à qui vous vous adresserez pour leur offrir un poste de combat où il y aura à trancher, à commander, à décider, resteront hésitants parce qu'ils auront peur des suites. Que va-t-il arriver? Et que va-t-il m'arriver, si je me jette la tête la première dans ce torrent qui rugit et écume? Un homme qui accepte, en ce moment, la charge de conduire son pays, doit avoir fait le sacrifice de sa vie. Bien plus encore : il devra risquer sa réputation. S'il échoue, il risque d'être considéré comme un traître et jugé, condamné, diffamé comme tel. Rappelez-vous comment les Carthaginois trai-

taient les généraux qui avaient été vaincus. Ils les mettaient en croix. Sous la Révolution, il y a cent vingt ans de cela, on les poussait à la guillotine. Leur tête était l'enjeu de la partie qu'ils risquaient. Et cela était nécessaire. Il faudrait que cela le redevînt, et qu'au lendemain d'une affaire mal engagée, comme il n'y en a eu que trop, depuis un an, les responsables fussent impitoyablement frappés.

Il ne s'agirait pas de fusiller le général qui aurait manqué son coup, mais de chercher pourquoi il l'aurait manqué, et de frapper sans douceur ceux qui auraient trahi sa confiance. Un chef de bureau, chargé de la fourniture des munitions et qui n'ayant pas rempli sa fonction, se croirait pourtant à l'abri, dans son cabinet du ministère, devrait pouvoir être révoqué par un simple mot sur un carré de papier, et mieux encore si sa faute était lourde. Si chacun de ceux qui participent au mouvement de la machine gouvernementale se sentait sous le coup d'une sanction terrible, en cas de retard, de mal façon vous verriez instantanément les ressorts de la machine se tendre et fonctionner. Mais pour obtenir un tel résultat, il faut avoir l'homme qui écrit un seul mot, sur un carré de papier, et qui tranche sans discussion possible.

Et cet homme-là, vous ne l'avez pas, vous ne l'aurez pas. Et si vous l'aviez, il grouperait, le lendemain, contre lui, tout le Parlement, toute la bureaucratie, et tout le monde industriel et commercial, c'est-à-dire toute la France. Avec une absence d'organisation comme celle dont nous souffrons, il est prodigieux que nous ayons réussi à nous tirer d'affaire jusqu'ici. Mais il ne faudrait tout de même pas braver le Destin, parce qu'il pourrait se lasser de nous être favorable, et nous traiter comme nous le méritions, c'est-à-dire : très mal. Nous sommes arrivés à une phase de la guerre où chacun sent que la décision va intervenir. Nos adversaires redoublent d'efforts, de barbarie, de férocité et d'audace. C'est le moment de faire usage de toutes nos ressources, pour obtenir le succès définitif. C'est une question de conduite militaire. La direction de la guerre, tout est là, aujourd'hui. Selon que les résolutions que nous prendrons seront inspirées par la compréhension claire de nos intérêts collectifs, à nos Alliés et à nous, ou influencées par des tendances égoïstes qui nuiraient à l'ensemble de nos opérations, nous aurons la victoire ou la défaite. Il ne faut qu'un jour pour que les Austerlitz deviennent des Waterloo. Mais malheur à celui qui serait vaincu !

*
* *

On nous annonce la perte d'un de nos cuirassés, le *Suffren*. Il était attendu à Lorient. On n'a pas eu de nouvelles de lui. Il aura rencontré un sous-marin, et une torpille aura eu raison du mastodonte de fer. Et tout l'équipage, tout le matériel est allé au fond de l'eau. L'Océan n'est plus qu'un vaste cimetière, où dorment d'innocentes victimes, à côté de magnifiques héros.

*
* *

Je ne sais pas si jamais jours m'ont paru passer aussi lentement que ceux de cette troisième année de la guerre. L'excitation du début, quand on attendait avec fièvre le communiqué, qui devait apporter la satisfaction ou la tristesse dans tous les ménages de France, avait été remplacée par une lourde et obsédante volonté de vaincre, qui s'emparait totalement de la pensée. Et cette victoire tant désirée, annoncée par les actes d'héroïsme les plus éclatants : Verdun, la Somme, Monastir, cette victoire tant espérée se faisait attendre. Pesante et terrible

patience qui aura été exigée de nous, et que nous aurons supportée sans défaillance, même aux heures les plus mauvaises. Et deux ans et demi pleins de tels jours! Ceux qui disaient, avant la guerre, que la France était déchue, sans énergie et sans volonté, peuvent faire leur *meâ culpâ*. Un pays qui donne des preuves d'endurance pareilles, est digne de son passé et mérite toutes les promesses de l'avenir.

*
* *

J'aurais bonne envie, après le vote qui a suivi les dix séances du Comité secret, de faire le compte de ce que la France a dû d'erreurs, de maladresses et de fautes, à l'absence totale de critique due au régime de la Censure. Mais à quoi bon? Le système est trop commode pour qu'on y renonce. Et nous continuerons à combattre dans l'obscurité.

*
* *

Nous venons de passer par de graves événements qui ont rompu la monotonie de la campagne d'hiver. On ne s'attendait plus à rien qu'à une morne stagnation des affaires jusqu'au

réveil de l'activité vers le retour du printemps, lorsque brusquement, le feu s'est mis à la politique intérieure, à la politique étrangère, et aux affaires militaires, sur les divers fronts de nos armées. Autant dire qu'un branle-bas général s'est produit. Dans l'ordre politique, nos membres du Parlement qu'il avait été bien difficile de brider, depuis un an, ont pris soudainement le mors aux dents, et se sont livrés, contre le ministère, à des attaques sans mesure, visant tout à la fois le président du Conseil, et le généralissime. Ce fut une belle séance, digne des plus mauvais jours du Parlementarisme. Il ne s'agissait plus de la défense nationale, mais du renversement du ministère. La France, les Allemands à Noyon, rien de tout cela ne comptait plus pour les députés éperdus.

Il y avait trop longtemps que le parti des remplaçants attendait, dans la fièvre, le moment de prendre le pouvoir. Ils sont là une centaine de gaillards qui sont persuadés que la victoire décisive ne sera pas remportée tant qu'ils n'auront pas obtenu que la direction des affaires soit remise entre leurs mains. Ce sont cent avocats tous capables de parler deux heures, sans souffler et sans boire. Mais des

paroles, nous en sommes saturés. Ce qu'il nous faut ce sont des actes. Et l'acte qui consiste à renverser le Cabinet, sera insuffisant à rassurer le pays. Le ministère est sorti, non sans horions, de la bagarre. Mais pour combien de temps? Les fauves du Palais-Bourbon ont senti l'odeur du sang. Il leur faudra quelqu'un à dévorer. Mais, il est vrai qu'on vient de leur livrer une victime.

C'est le général Nivelle, qui a si brillamment commandé à Verdun, qui est nommé général en chef, à la place du général Joffre. Il a cinquante-sept ans, et n'était que colonel au début de la guerre. Il a fait une carrière magnifique depuis le commencement des hostilités, comme Gouraud et comme Pétain. Pour don de joyeux avènement, il vient d'offrir à la France, une nouvelle bataille de Verdun, dans laquelle prenant sur douze kilomètres de largeur, et trois de profondeur, la côte du Poivre, les villages de Vacherauville et de Bezonçaux, avec Hardaumont, il a écrasé trois divisions allemandes, et fait huit mille prisonniers. Voilà qui prouve qu'il n'y a pas d'hiver, ni de mauvais temps qui tiennent, quand on est décidé à combattre. Les Allemands ne s'arrêtent pas en Roumanie, ni en Macédoine. La

vérité est qu'il ne faut pas bureaucratiser la guerre et faire les opérations à la papa.

*
* *

Les affaires de Grèce sont décevantes à l'excès. Le guet-apens d'Athènes où nos braves marins firent de cruelles pertes a eu comme conséquence le remplacement de l'amiral du Fournet. C'est maintenant l'amiral Gauchet qui commande la flotte. Chargé de remettre un ultimatum de la France, de la Russie, de l'Angleterre et de l'Italie, l'ambassadeur du Royaume-Uni, a accordé vingt-quatre heures au gouvernement du roi Constantin pour donner toute satisfaction à l'Entente. Avec une platitude qui n'a d'égale que sa félonie, Constantin s'est incliné, jusqu'au moment où il espérera qu'un coup rapide et sournois pourrait être encore tenté. Entre temps, la Roumanie a subi les désastres les plus inattendus. Battus par Falkenhayn, battus par Mackensen mal soutenus par les Russes, les Roumains ont perdu Bucarest, et sont en pleine retraite sur le Sereth, où ils retrouveront le gros de l'armée alliée. Toute la Valachie est aux mains des Alle-

mands. Mais les grands approvisionnements de pétrole et de blé, ont été détruits. Et c'est là, l'important. Nos ennemis sont dans une fâcheuse situation au point de vue économique. Et c'est justement cette situation qui vient d'aboutir à l'extraordinaire proposition de paix qui est adressée à l'Entente, par M. de Bethmann-Hollweg, du haut de la tribune du Reischtag. Le chancelier allemand, au milieu d'une fanfare de triomphe, s'arrête et propose aux alliés l'examen de proposition de paix.

Quelles sont les conditions, il se garde de les énoncer. Ce seront des conditions que l'on proposera, quand le principe des négociations sera admis.

C'est là, immédiatement que se révèle, dans sa pesante sottise, le truc des Allemands. Ils se proposent de faire discuter les alliés entre eux, dans l'espoir de les dissocier, et d'arriver à une paix qui serait celle qu'ils désirent, et non celle qui nous est due. Il n'est pas besoin de dire qu'une telle offre de la part de ces brigands ne peut être que repoussée du pied, comme une ordure. Si les Allemands ont assez de la guerre qu'ils ont déclarée et conduite avec une barbarie sans exemple, qu'ils lèvent

les mains et crient : Kamarades! Jusqu'à ce qu'ils se soient rendus, nous continuerons à combattre et grâce à Dieu, nous les écraserons. En tous cas, nous ne serons pas leurs dupes.

*
* *

Le Parlement a une crise. Il a complètement oublié que les Allemands sont à cent kilomètres de Paris. Il veut renverser le ministère. Il veut s'emparer des portefeuilles. Il y a, en ce moment, pendant que nos soldats meurent héroïquement pour défendre le pays, des députés qui meurent de ne pas être ministres. On a beaucoup parlé de la Convention, ces temps derniers, pour faire appel à l'action, à l'audace, à l'énergie. Quand on pense qu'il y a eu, à la dernière séance, où ce pauvre Briand fut accusé de préparer la Dictature, un de ces déments qui s'est écrié : « Où sont les grenadiers ? » Et Briand ne lui a pas répondu : Les grenadiers? Malheureux que vous êtes, ils sont dans les tranchées qui se battent jour et nuit, pour que vous n'ayiez pas sur l'échine la trique allemande, instrument de règne, autrement lourd et dur que la Dictature dont vous rêvez, et qui ne vous menace pas!

*
* *

Frédéric Febvre vient de mourir, en même temps qu'Antonin Mercié, que M. Paul Leroy-Baulieu et M. Théodule Ribot. Antonin Mercié fut le très grand sculpteur qui composa le magnifique groupe de *Gloria Victis*. Frédéric Febvre fut l'admirable comédien, qui, dans cent rôles de composition, passa du comique au dramatique avec un talent sans cesse renouvelé. Ce fut un galant homme, dans toute la force du terme. Très respectueux de sa profession, très attaché à la gloire de la maison de Molière, il a laissé des *mémoires* sur la vie de théâtre, qui présentent un vif intérêt, au point de vue anecdotique. Il est mort, plein de jours, à quatre-vingt-trois ans, après une magnifique vieillesse. C'est un bon Français qui s'en va.

*
* *

C'est une chose frappante que la rapidité avec laquelle, dans cette guerre, les horizons se modifient. On dirait un Kaléïdoscope. Au début même de ce fascicule, l'attaque de l'Allemagne

contre la Roumanie se déclanche, et, le temps d'écrire quelques pages, voici nos alliés qui après avoir tenu bon, sont enfoncés de toutes parts. Ce n'est que sur les fronts orientaux que ces transformations complètes de la situation se produisent. Notre front occidental semble immuable ou presque. Mais la Serbie, le Monténégro, la Roumanie sont balayés avec une promptitude qui inspire plus de pitié pour les victimes que d'admiration pour les vainqueurs.

*
* *

Les propositions de paix formulées par les Empires centraux, ont reçu l'accueil qu'elles méritaient. Partout on les a rejetées avec mépris. La guerre va être poussée avec une vigueur nouvelle afin d'en finir, avant l'automne avec ce cauchemar qui dure depuis trois ans. Hindenburg a dit : on ne prendra pas de quartiers d'hiver. Cela veut dire que nul ralentissement dans la poursuite de la guerre ne se produira. C'était notre espoir. Nous savons que l'hiver sera un rude adversaire pour les Allemands Il a coûté sa couronne à Napoléon. Il coûtera l'Empire à Guillaume.

*
* *

Eh bien! Ami lecteur, nous voilà arrivés à la fin de cette année 1916, qui devait marquer la fin de la guerre, notre victoire et la réparation de tous les crimes commis par la clique Germano-austro-turco-bulgare. La dénomination est longue. C'est celle d'une bande de brigands où les Asiatiques ont rivalisé de férocité avec les Européens. A l'heure actuelle les prisons de Belgique sont pleines de braves gens condamnés à mort, ou à la réclusion, pour des fautes qui seront leur honneur éternel, car elles ont consisté à résister aux fantaisies esclavagistes des destructeurs de la Belgique. La tête de von Bissing, tombant sur un échafaud sera bien peu de chose, pour prix de la longue torture endurée par les Belges. Mais tels les gens des Flandres du temps de Guillaume d'Orange qui ne voulaient pas s'incliner devant les volontés du duc d'Albe ou de Louis de Réquésens, tels les Wallons et les Flamands d'aujourd'hui préfèrent la mort à l'ignominie du joug allemand. Mgr Mercier, du haut de la chaire de Sainte-Gudule, flétrit ses tourmenteurs, les voue au mépris de toute la chrétienté,

et appelle sur eux les malédictions du ciel.

Les déportations continuent dans le Nord de la France, et nos pauvres concitoyens emmenés comme des captifs, pour être soumis aux plus durs travaux quittent le sol de la patrie, leur foyer, leur famille, et s'en vont au martyre sans une plainte, mais la rage dans le cœur. C'est nous qui nous chargerons de la vengeance, et toutes ces infamies se paieront. La liste des responsabilités est longue et s'allonge tous les jours. Les responsables devraient trembler. Ils ne croient pas encore à une revanche du Droit, parce qu'ils rêvent toujours de victoire. Et comment pourrait-il en être autrement, puisque au moment même, où ils offrent et font offrir la paix, ils énumèrent les réparations et les garanties qu'ils pourront exiger afin de terminer une guerre qui va trouver sa fin désastreuse dans leur défaite. Oui, les Empires centraux nous donnent, en ce moment, ce spectacle décevant et presque grotesque de réclamer une paix dont ils ne peuvent plus se passer, et en même temps de prétendre à tout le gain que peut s'attribuer un vainqueur. L'unanimité de la réponse faite à cette offre de paix, a été pour nos ennemis, une cause de surprise. Entendre la Russie, la France, l'Angleterre, l'Italie déclarer qu'il

ne s'agissait pas de déposer les armes, mais de se battre jusqu'à ce que le militarisme prussien fût écrasé, quel sujet de stupeur! Et que pouvait-on espérer? La prolongation de la guerre? Mais c'était la continuation du blocus économique, et les souffrances de la population allemande deviennent si graves, qu'il est impossible de croire qu'elle pourra, longtemps, les supporter. Voilà donc, comment, à cette fin de Décembre, au moment où le Temps va faire d'un revers de sa faulx tomber l'année 1916, dans le gouffre du passé, quelle est la situation.

Amis lecteurs, je vous souhaite une bonne année. Et cette année, la troisième, ne pourra être bonne que si elle nous apporte la victoire. Je l'espère fermement, et je l'attends comme une réparation de tous les maux que nous aurons soufferts.

*
* *

Combien usez-vous de gaz pour éclairer votre cuisine, et faire cuire la maigre chère que vous faites, pendant ces mois d'abstinence? On va vous rationner, et quelque modeste que soit votre consommation, vous serez privé, pour le

principe, parce qu'il faut que tout le monde souffre. Ainsi le veut l'égalité.

C'est ce qu'il faudra voir. Je ne crois pas que le bon bourgeois qui brûle quelques hectowats d'électricité pour éclairer son intérieur familial sera traité comme le nouveau riche, qui éclaire fastueusement son appartement tout neuf, avec le désir de voir reluire les somptuosités de son mobilier. Et les petits, comme toujours, devront pâtir pour les grands. Ou je me trompe fort, ou la mesure qui vient d'être prise par M. Malvy sera des plus impopulaires. Rationner la lumière et la chaleur, empêcher de travailler et de se nourrir, c'est passer vraiment la mesure. Je crains que la population parisienne en soit violemment irritée. Et cette irritation peut avoir des conséquences particulières. Ce sont les femmes, les ménagères qui vont être atteintes, cette fois, et sans vouloir me montrer féministe, j'appréhenderais, pour les pouvoirs publics, plus sérieusement, une révolte de femmes, qu'une émeute d'hommes.

Aristophane a su raconter dans une comédie célèbre, le mécontentement des épouses que leurs maris avaient trop longtemps délaissées, pendant la guerre du Péloponèse. Il ne s'agissait pas, cette fois, de réclamer la paix. Car en cette

guerre les femme sont aussi bonnes patriotes que les hommes. Et si M. de Bethmann-Hollweg, devant une assemblée de femmes se hasardait à développer sa théorie de la paix, il apprendrait que l'opinion féminine en France n'est pas favorable à un relâchement de l'énergie. Mais si les ménagères sont disposées à tenir, elles voudraient bien aussi ne pas être dans l'impossibilité de s'éclairer. Et tout cela, parce que, pendant deux ans, M. Sembat n'a pas su organiser les transports et se servir de nos chemins de fer.

*
* *

Voilà la troisième année qui commence, depuis que j'ai entamé la publication de ces notes au jour le jour. Quand je formai le projet de publier les impressions d'un bourgeois de Paris pendant la guerre, je croyais que la besogne se bornerait à cinq ou six fascicules, embrassant un espace de six mois. Les hostilités, pensais-je, ne dureront pas davantage. La guerre de 1870 a duré sept mois, et elle était terminée le 1er septembre, après six semaines de combat. Or, nous voilà au 30e mois et au quinzième fascicule. Où

allons-nous? Sera-ce l'Encyclopédie, ou le Larousse? Et justement le papier se fait rare! C'est une calamité. Nous n'avons pas voulu abandonner cette publication qui pourra avoir un jour, et réunie en volumes, un intérêt documentaire. Ceux qui écriront l'histoire de ces temps tragiques trouveront dans ces pages envolées au jour la journée, un reflet exact des pensées, un tableau des actes des amis, des camarades parmi lesquels j'ai souffert, tremblé et espéré.

Que nous réserve cette année 1917, qui commence? A coup sûr de meilleurs résultats que ceux obtenus par nos hommes politiques, nos travailleurs et nos soldats, quoi qu'ils aient porté le poids de cette lourde guerre, sans fléchir, et aient pu maintenir intactes les destinées de la France. Ceux qui vont, demain, continuant la besogne des héros tombés sur les champs de bataille, s'efforcer de fixer la victoire, sont prêts pour le combat. Petits bleuets, enfants-soldats, haut les cœurs, c'est pour vos mères et pour vos sœurs que vous allez verser votre sang. Jamais cause plus belle ne valut efforts plus généreux. L'Allemand est encore là, à vingt-cinq lieues de Paris. Il faut le jeter dehors. Bonne année, petits soldats. Et vous messieurs

de la politique, tâchez d'être plus raisonnables, et sous prétexte de pousser le char de la France, ne mettez pas de bâtons dans les roues.

*
* *

Le Parlement qui fait la vie si dure au Gouvernement qu'il rend responsable de toutes les erreurs et de toutes les fautes commises, quand il aurait, lui-même, à faire un si énorme *meâ culpâ*, commence à devenir terriblement impopulaire. Un tout petit incident qui s'est produit dans le métro, hier, a mis en lumière cette mauvaise disposition du peuple à l'égard de ses représentants. Une discussion s'engage entre un officier et un simple bourgeois assis dans le compartiment. Le ton s'élève, soudain le bourgeois pour frapper un coup excipe de sa qualité : Je suis député! Incontinent l'officier lui applique une paire de gifles, et les voyageurs se précipitent pour le passer à tabac, sinon pour le jeter par la fenêtre du compartiment. — S'il suffit, maintenant de dire qu'on est représentant du peuple, pour risquer de se faire lyncher, la fonction cesse d'être honorifique et de tout repos. Mais, franchement, à qui la faute?

*
* *

S'il était permis de hasarder un pronostic, après tous ceux qui ne se sont pas réalisés, je dirais que nous entrons dans le quart d'heure japonais. On sait ce que cette expression veut dire. Le général Nogui, consulté un jour sur les événements de la guerre de Mandchourie, fit cette déclaration : la victoire appartient à celui des deux partis qui a assez de cœur pour tenir un quart d'heure de plus que son adversaire. Napoléon, à qui il faut toujours revenir, quand on s'occupe de l'art de la guerre, a dit de son côté : Le soir d'une bataille, chacun des deux adversaires a son compte. La victoire appartient à celui qui a l'énergie de tenir bon. C'est à peu près la même formule. Le général Nogui s'était pénétré des enseignements du grand capitaine, et il les appliquait, sur le terrain, avec le courage inébranlable qui est spécial aux Japonais. A des indices particuliers et nombreux, il est possible de croire que le quart d'heure qui décide de la victoire commence.

Entendons-nous : ce quart d'heure peut durer six mois. S'il ne dure que six mois il faudra

nous féliciter. Mais c'est la dernière phase de la tuerie affreuse commencée en Août 1914 qui se prépare. Visiblement les Allemands sont à bout. Ils ont encore des forces considérables, un matériel formidable, un orgueil satanique, une mauvaise foi insigne, et toute la bestialité par laquelle ils se sont dès le début mis hors de l'humanité. Mais il y a tout de même un fléchissement dans leur moral. Ils sont certainement soumis aux plus dures privations. Autour d'eux c'est la misère, la famine, la mort. Tous les enfants périssent faute de lait, ainsi que les vieillards. Les champs de bataille ruissellent de sang. Les villes sont encombrées de blessés. Et puis, ces vainqueurs, qui clament si haut leur victoire, demandent la paix, la paix tout de suite, la paix qui seule peut les sauver. Ils sont à bout de souffle, ils vont trébucher sous le poids de leurs armes. Le Kaiser ne paraît plus. Il a délégué ses pouvoirs à Hindenburg et le fait seul de s'être déchargé du commandement sent à plein nez la défaite.

C'est, vous dis-je, le quart d'heure japonais. Voyons comment nous y entrons, et ce que nous nous apprêtons à faire pour résister plus longtemps que nos adversaires. Nos députés essayent de renverser les ministres, nos ouvriers font des

grèves pour empêcher les usines de marcher, nos diplomates se laissent encore tromper par Constantin, qui se moque de toutes les notes qu'on lui présente et qui continue à travailler pour les Bulgares et les Turcs. Le commerce, enivré par la hausse des prix, se dépêche de profiter de cette fructueuse guerre, pour faire sa fortune. Les poilus, pendant ce temps-là, se font geler dans les tranchées pleines d'eau, rôtir par les tirs de barrage de l'artillerie teutonne, mangent quand le ravitaillement peut arriver jusqu'à eux, et ne dorment qu'au bruit des marmites qui éclatent. Toute la vertu de la France est là, aux armées. Et elle est héroïque et sublime. C'est par ces braves que nous serons sauvés, et quand le quart d'heure japonais sonnera, ce sont eux qui donneront leur dernier effort, pour assurer le triomphe de la France.

*
* *

En ce commencement d'année, je ne puis me défendre de penser aux prisonniers que nous avons, là-bas, de l'autre côté du Rhin, dans les camps glacés de l'Allemagne et qui, depuis des

mois, dans la tristesse abandonnée de leur captivité, attendent l'heure de la délivrance. Et en même temps, je pense aux femmes françaises, mères, épouses, sœurs ou fiancées qui espèrent le retour de ces infortunés. Pénélopes douloureuses et résignées, qui passent leurs jours à tisser pour vêtir la misère de ceux qui souffrent loin d'elles. Pour les uns et pour les autres c'est une affreuse épreuve à subir que cette séparation rendue plus pénible encore par les mauvais traitements qu'imposent leurs durs vainqueurs.

Dans une pénombre vague le visage du disparu se montre à celle qui attend, et c'est à peine si elle en peut préciser les traits, déjà déformés par le lointain du souvenir. Il était brun ou blond, quand il est parti, il y a près de trois ans, et il écrit que ses cheveux ont grisonné et que maintenant, il a l'aspect d'un vieil homme. Il prévient sa compagne du changement que la misère a fait subir à sa physionomie, pour qu'au jour de la délivrance elle ne soit pas trop effrayée en le voyant. Si elle allait ne pas le reconnaître? Quel coup au cœur, et quelle déception impossible à atténuer. Après être restés éloignés, les uns des autres, n'aura-t-on pas acquis des sentiments, des pensées,

des habitudes, qui ne concorderont plus avec l'intimité ancienne? Ce ne seront pas des femmes que les prisonniers retrouveront à leur foyer, mais presque des veuves. Quelle désolation!

L'angoisse du prisonnier, quand il pense à ce qui l'attend au retour dans sa famille, doit être aussi bien douloureuse. Les enfants qu'il a laissés, balbutiant à peine, de leurs lèvres malhabiles, des mots défigurés, seront des petits garçons avisés et mutins, ou des petites filles déjà initiées au ménage. De ce père, dont ils ont entendu parler si affectueusement et si tristement, pendant des mois, ils ne se rappellent que la vague silhouette. Ils le verraient passer dans la rue, sans le reconnaître. Et le son de sa voix quand il les étreindra sur sa poitrine, en disant : « Mes enfants », n'éveillera aucun écho dans leur souvenir. Ce sera toute une connaissance à faire, comme s'il s'agissait d'un étranger. Et ce père, à qui les plus belles années de sa vie auront été volées par la destinée, n'aura aucune compensation autre que celle d'avoir fait bravement son devoir.

En ce moment, tous, nous courons les magasins, pour ne pas manquer, dans la mesure ou la modicité de nos ressources nous le permet,

aux traditions du Jour de l'An. Ce sont les jouets pour les enfants, les bonbons pour les mamans, les fleurs pour les maîtresses de maison, qui entrouvrent encore leur salon. Nous nous activons pour ces gracieux devoirs. Mais eux, les prisonniers, qui voient les jours du Nord, encore plus courts et plus sombres que les nôtres, tomber, ramenant la nuit, ils pensent que la fin de décembre est arrivée et que la guerre dure toujours. Dans leur baraquement, pressés les uns contre les autres, sous l'œil des sentinelles qui les gardent prêtes à tirer au moindre signe de révolte, ils se souviennent, et les larmes leur montent aux yeux. Combien de temps encore ce supplice durera-t-il? Reverra-t-on jamais la France? Et là-bas, à l'heure trouble ou la nuit se fait plus obscure, que font-ils dans l'appartement de famille? Ici, c'est la captivité, plus lourde à supporter que le danger des combats. C'est la solitude et le désespoir.

Les vaillants qui sont tombés face à l'ennemi, et qui sont ensevelis dans la terre de France ne reverront plus le ciel bleu, ni la verdure éclatante, ni les campagnes profondes. Mais ils sont en paix, et leur sort est moins affreux que celui de ces pauvres prisonniers qui attendent,

sans que rien vienne les réconforter, une libération qui recule toujours.

Ils sont morts, dans un grand élan héroïque vers la victoire. Les prières, les louanges, ont accompagné leur fin, et leur mémoire est glorifiée chaque jour par la reconnaissance nationale. Mais les captifs, troupeau misérable, parqué dans les pays ennemis, sous le regard hostile de la foule, sous les quolibets des enfants et les injures des femmes, quelle déchéance est la leur! Et combien nous devons les plaindre avant de nous essayer à les consoler.

Hélas! Voilà de mauvaises pensées, contre lesquelles, en cette fin d'année il faut réagir. Nous ne devons nous laisser aller à aucune faiblesse, et veuves des héros ou compagnes des prisonniers, il faut hausser les cœurs et ne penser qu'à assurer le triomphe de nos armes. Les morts ont donné d'admirables exemples qui seront intrépidement suivis.

Les prisonniers ont subi des revers cruels qu'ils endurent avec patience et fermeté, pendant que leurs femmes, au foyer familial les remplacent courageuses et dévouées. Leur constance, fait partie intégrante de la résistance française, et les souffrances qu'ils supportent dans les camps d'Allemagne font plus âpres

nos colères contre les Teutons. La guerre avance vers son terme, et ce nouvel an, si mélancolique pour ceux qui souffrent, se terminera, tout permet de l'espérer, avec les compensations magnifiques de la victoire.

*
* *

Il se passe en ce moment d'étranges choses chez nos alliés de Russie. Nous en avons l'écho par un discours de M. Milioukoff, le chef du parti des cadets à la Douma. Cet excellent patriote, impatient des intrigues qu'une fois encore la bureaucratie et le parti de la cour, en Russie, avaient nouées pour amener une paix séparée avec l'Allemagne, a cassé les vitres, et révélé à l'Assemblée toutes les tortueuses manœuvres de M. de Sturmer, président du Conseil, avec nos ennemis. Il va sans dire que le Tzar et son peuple sont étrangers à l'affaire. C'est le résidu allemand, laissé dans les bureaux de l'administration russe par deux cents ans de possession, qui fermente et travaille, en participation avec l'aristocratie profondément germanophile, et disons-le, surtout outrageusement vénale. Le

fameux Raspoutine, cet illuminé qui avait acquis une si grande influence à la cour même de Russie aidé d'un mouchard nommé Milouinof, servit d'intermédiaire à M. de Sturmer, pour ses tractations avec les Allemands.

Des sommes énormes ont été versées par nos ennemis, qui n'hésitent jamais à payer pour fomenter la trahison, et sont allées dans diverses poches, dont celles de M. de Sturmer. On pense quel scandale le discours de M. Milioukoff produisit à la Douma. Les échos du grand quartier général en vibrèrent, de sorte que le Tzar ne put pas être laissé dans l'ignorance de ce qui se passait. Sur ces entrefaites le général Grégorivitch était allé avec le ministre de la marine à la Douma et avait fait, pour appuyer M. Milioukoff, une déclaration d'une violence extrême. Tranchons le mot, Broussiloff a été laissé sans secours et sans munitions, depuis trois mois, ce qui a causé l'arrêt de son offensive, et la défaite de la Roumanie, parce que la marche en avant des Russes nuisait aux négociations de paix. M. de Sturmer était donc en train de livrer son pays à l'Allemagne, quand le Tzar l'a chassé et l'a remplacé par M. Trepow qui a dû faire, pour dissiper le malaise ressenti par la France et

l'Angleterre, les déclarations si fermes que nous connaissons. A l'heure actuelle, le mal est réparé, mais la fin de la guerre s'est trouvée reculée de six mois, par suite des machinations de la bureaucratie et de la Cour.

C'est la troisième fois, depuis le commencement des hostilités, que les Russes nous font ce coup-là ! Si c'est ainsi qu'ils espèrent s'emparer de Constantinople et le garder, ils se trompent. Ils nous feront plutôt perdre Salonique. Car si Constantin continue à se moquer de nous et à masser des troupes à Athènes, pour se jeter dans notre flanc, dès que Mackensen arrivera avec des renforts, c'est encore à la Russie que nous le devrons. Le Tzar a des indulgences illimitées pour ce fantoche malfaisant. Il paraît que Tino a sauvé la vie à Nicolas, pendant un voyage qu'ils faisaient ensemble au Japon, quand ils n'étaient l'un et l'autre que princes héritiers. Il est beau d'avoir sauvé la vie à son impérial cousin, mais il serait mieux de ne pas mettre l'Europe en danger de mort. Et c'est ce que Constantin fait à la journée, avec une impunité dont on ne vit jamais pareil exemple dans l'Histoire.

Tout cela finira très mal, parce que la mansuétude de l'Angleterre et de la Russie, à l'égard

d'une monarchie constitutionnelle ne pourra pas compter avec le ressentiment et la rancune de la France républicaine. Mon Dieu! Qui nous rendra un peu d'initiative et nous délivrera de la crainte des responsabilités. Nous sommes devenus, grâce à la démocratie, un peuple de bureaucrates.

*
* *

Le général Liautey nous est arrivé, comme dans une féérie, par un sous-marin, qui l'a déposé à Algésiras, d'où il a gagné Paris. Au moment où il faisait son apparition au siège du gouvernement, les comités secrets prenaient fin au Sénat, et l'ordre du jour de confiance saluait l'entrée en fonctions du ministre de la guerre. Voilà, il faut l'espérer, l'ère des agitations politiques close pour jusqu'à la fin de la guerre. L'opinion qui a fait un si large crédit aux préoccupations personnelles du Parlement ne supporterait pas que la défense nationale ne fût pas désormais l'unique souci de nos représentants. Il faut, ne plus songer qu'à lutter contre l'ennemi, et non contre le gouvernement. Assez de discours ont été prononcés, trop de

paroles ont été dites, qui auraient dû être retenues, et dont pourront rougir, un jour, ceux qui les ont fait entendre. Les ambitions égoïstes, déguisées en patriótiques aspirations ne font plus illusion à personne. Chacun sait qu'il ne s'agissait pas, dans la lutte parlementaire récemment engagée, de défendre la France, mais de renverser un ministère. On ne se battait pas pour le drapeau, mais pour un portefeuille. Jamais spectacle plus révoltant de cynique ruée au pouvoir, donné par des hommes sans valeur affirmée et sans compétence particulière, n'a soulevé le cœur d'une nation. Mais cela est fini et ne doit plus se renouveler. M. le général Liautey arrive à point pour commencer le travail utile qui va assurer notre victoire définitive.

Les espérances que le pays fonde sur lui sont grandes. Il a la réputation d'un administrateur remarquable. Mais il passe, de plus, pour un homme heureux. Il a réussi partout où il a été placé. C'est une qualité de premier ordre et que Napoléon prisait au plus haut point. Quand on lui recommandait quelqu'un, sa première question était : A-t-il de la chance ? Eh bien ! Le général Liautey paraît être de ceux à qui la fortune sourit. Il est probable que ce n'est pas sans

raison. En tout cas le moment est propice, où il va prendre la direction de nos affaires militaires. Tout est préparé pour amener la décision. Il a devant lui les quelques semaines nécessaires pour tout mettre au point. Et, en avant, pour la victoire !

*
* *

Entendu dans la rue. Deux femmes du peuple reviennent du marché en portant leurs filets à provisions. Elles causent :

— Vous pensez bien que pour demander la paix, il faut qu'ils en aient assez de la guerre...

— Dame ! Généralement, ce n'est pas le vainqueur, qui offre de mettre les pouces.

Ces deux courtes phrases résument admirablement l'opinion en France. Et la conclusion en est qu'il faut tenir bon.

*
* *

J'ai rencontré hier, sur le boulevard un très noble Écossais, le lord Kenneth Algernon, avec qui j'ai beaucoup chassé autrefois, dans de très

bonnes maisons. Il était vêtu de kaki, avait le genou nu, et portait les insignes de lieutenant-colonel. C'est un homme de quarante-cinq ans qui a fait, dans sa jeunesse, la guerre contre les Boers et qui sait placer une balle à deux cents yards, à l'oreille droite d'un buffle ou d'un éléphant, avec une invariable précision. Il m'a pris par le bras et nous avons marché. Il m'a raconté qu'il était dans la Somme avec ses grenadiers, et qu'il avait fait de la fameuse besogne devant Eaucourt. Pour l'instant, il était en bombe à Paris.

Je l'ai interrogé sur ses impressions. Il ne m'a pas caché qu'elles étaient fort mélangées. Du bon et du pas bon. Il faut dire que le côté politique de la situation était ce qui le touchait le plus. J'ai toujours connu lord Kenneth royaliste comme un homme qui est allié aux Stuarts et qui boude encore la maison de Hanovre. Il n'y avait pas cinq minutes que nous causions qu'il m'a fait une profession de foi républicaine avec une telle abondance que je me suis demandé s'il ne se moquait pas de moi. Nullement. Il était très sérieux et il raisonnait son affaire. Voici son développement :

— Voyez-vous, mon cher, il faut faire l'épreuve d'un régime pour se rendre compte de sa

valeur. On naît sous la monarchie, dans une famille royaliste, qui vous fait aspirer dès votre premier âge le loyalisme, par tous les pores. On a donc des principes. Mais sont-ils bons? Voilà ce qu'un cataclysme, comme celui au milieu duquel nous vivons, permet de constater.

Imaginez toutes les nations de l'Europe en républiques, croyez-vous qu'une guerre pareille aurait pu se déchaîner sur l'humanité comme un cyclone destructeur? En aucune façon. Une fédération de tous les peuples d'Europe, assurerait la tranquillité générale, fixerait les rapports commerciaux, supprimerait les armements ruineux qui accablent les nations, et réduirait l'effort militaire au minimum, en constituant une gendarmerie internationale qui serait chargée de la police. Ce qui perd les peuples ce sont les ambitions de ceux qui les gouvernent. Il n'y a pas de guerre à craindre avec des chefs transitoires et éphémères tels que des Présidents de la République. En vingt ans l'Europe, sous un régime comme celui que je vous dépeins, aurait rattrapé, haut la main, toutes les dépenses de la guerre stupide que nous faisons. Mais il n'y a aucune chance pour qu'un nivellement de tous les trônes amène le triomphe de la République dans tous les pays

d'Europe. Nous continuerons à vivre, chacun sous le régime de notre préférence, avec cette arrière-pensée, insoupçonnée naguère, que peut-être si la forme du gouvernement avait été autre, beaucoup de questions fort embrouillées auraient pû devenir très simples.

— Croyez-vous donc, mon cher lord, que si les Allemands étaient en République, ils perdraient cette ambition et cet orgueil qui les ont rendus odieux à la terre entière?

— J'en suis convaincu. De tous les peuples de l'Europe, les Allemands sont ceux que leur tempérament, leurs habitudes de vie, et leur soif de jouissances matérielles disposent le mieux à accepter la forme démocratique, qui est un peu lourde, un peu grossière, un peu triviale. Si jamais la République s'implante en Allemagne, le peuple Germain deviendra inoffensif, au point de vue militaire, mais redoutable au point de vue commercial.

— Pensez-vous que nous viendrons à bout de sa résistance militaire?

— Comment donc? Mais ce n'est pas douteux! Au printemps nous allons donner notre effort, il sera puissant. Vous savez ce que vous pouvez encore faire, vous autres, qui depuis près de trois ans portez le plus lourd du fardeau de la

guerre. C'est la victoire assurée et éclatante. Le match finira à l'automne. Et ce sera un magnifique knock-out. Vous verrez!

— Lord Kenneth Algernon me fit un petit signe aimable de sa main fine et nerveuse, et s'en alla à travers le boulevard, à grandes enjambées, me laissant un peu abasourdi des aperçus politiques qu'il venait de me confier. Après tout, en y réfléchissant, ce qu'il m'a expliqué ne paraît pas dénué de raison. Quoique la Sozial-Démocratie ait fait preuve d'une étrange servilité vis-à-vis du Kaiser, et d'un bien grand abandon des principes de l'internationalisme. Et ceci ruine un peu la thèse de mon ami Écossais.

*
* *

On ne se bat pas, ou peu, en ce moment, mais on se rattrape sur les discours. On parle, on parle, mon Dieu, comme on parle! Ce ne sont que speechs, proclamations, notes, réponses, conférences, entrevues. Deschanel, réélu président de la Chambre, fait un tel éloge de la besogne patriotique accomplie par les Députés, que ceux-ci, stupéfaits, charmés, reconnais-

sants, applaudissent d'abord à tout rompre, ce beau discours et en votent l'affichage. Coût : trente mille francs (papier rare, charbon introuvable, main-d'œuvre exorbitante). Antonin Dubost, avec plus de solennité, moins d'éclat et une faveur moindre, harangue ses électeurs sénatoriaux, mais n'est pas affiché. La note Française au Président des États-Unis est remise à Washington à M. Wilson. Et la réplique de l'Allemagne trahit une rageuse déception qui nous comble de joie. La Belgique remet aussi sa note au président Wilson, et cet excellent juriste, s'il a conservé sur l'origine de la guerre des doutes extraordinairement tenaces, doit, à l'heure qu'il est, se trouver fixé sur le point de savoir qui fut l'agresseur, si la Belgique sauta à la gorge du Prussien, ou si le Prussien se rua sur la Belgique pour la piétiner, l'incendier, la détruire, avant de se l'annexer. Ce qui, par parenthèse, fut une absurdité. Car, à quoi bon gâter, sans remède possible, ce que l'on désire acquérir. Et quel prix, autre que des avantages militaires, peut-on tirer de la possession d'un pays ruiné, pour cinquante ans, par une guerre féroce.

*
* *

Constantin a cédé, mais avec quelle mauvaise grâce. Il va envoyer dans le Péloponèse son armée, ses canons, ses munitions, et la flotte française veillera sur ce précieux dépôt. Il est grand temps que cette opération s'effectue, car voilà les régiments Bulgares qui arrivent le long du lac d'Ochrida et des coups de canon sont déjà échangés entre notre aile gauche et ces avant-gardes. M. Denys Cochin a renvoyé à la ville d'Athènes le parchemin qui lui conférait le titre de citoyen. J'en suis moins surpris que de le lui avoir vu accepter. Il n'y avait pas lieu d'être flatté de devenir le concitoyen des Grecs qui avaient si lâchement abandonné leurs alliés Serbes, et qui faisaient tout ce qui dépendait d'eux pour nous gêner dans notre établissement à Salonique.

Mais il ne faut pas se fier aux Grecs, c'est un peuple de traîtres et nul ne mentit jamais aussi bien qu'eux. Déjà du temps de Virgile, ils étaient renommés pour leur félonie, et dans l'Eneide, le poète latin déclare : *Timeo Danaos, et dona ferentes*... Je redoute les Grecs, même quand ils apportent des

présents. Méfions-nous donc de ces Hellènes, qui rient jaune et qui n'attendent qu'une occasion pour nous tomber dans le dos, au grand avantage de la bête féroce de Berlin.

Car la rage du Kaiser est indescriptible, et le tigre, sous la cravache du dompteur, ne rugit pas plus violemment, que Guillaume en constatant que les alliés ne veulent pas mettre bas les armes. Sa proclamation à son peuple, montre le fond de son âme à la fois ingénue et cruelle. Il est stupide, décidément. Il paraît avoir cru que nos alliés et nous, bonnement, pour lui accorder ce qu'il réclame, nous allions entrer en pourparlers.

Non, il faut renoncer à cette espérance. Quand on lit dans les journaux d'Allemagne, que toute la Belgique, la Serbie, une partie de la France, doivent rester aux doigts crochus du Teuton, pense-t-on que nous pourrons accepter de pareilles conditions? Il faut être en état de démence. La guerre durera dix ans, s'il le faut, mais jamais l'Allemagne n'obtiendra quoi que ce soit de ce qu'elle convoite. Non pas, une petite partie, un pauvre morceau, Anvers, par exemple, ou le bassin de Briey si riche en fer. Rien, rien, et la guerre à mort. Voilà ce que signifie la réponse faite par

l'Entente, aux propositions qui nous ont été transmises par les États-Unis. Et le Kaiser écume.

Il écumera bien davantage, dans six mois, quand les grands coups de la formidable partie, qu'il a engagée contre nous, seront joués. Il nous faudra des canons lourds, des munitions en nombre incommensurable. Nous travaillons pour nous les procurer. Et une fois que nous serons armés, équipés, renforcés et pleins de résolution, nous ferons l'effort suprême qui mettra notre adversaire sur les genoux. Il faudra s'employer courageusement. Mais on y arrivera. Le point noir, c'est toujours la difficulté d'approvisionner les Russes, en armes et en munitions.

Si lorsque le *Gœben* et le *Breslau* faisaient route sur Constantinople, la flotte alliée avait suivi, dans le Bosphore, les deux bateaux allemands, et était venue s'embosser devant la Corne d'or, canons braqués, elle aurait d'abord détruit les deux navires pirates, puis elle aurait disposé de Constantinople et communiqué librement avec la Russie par la mer noire. La guerre serait finie, depuis un an. Mais aucune initiative, aucune résolution chez nos chefs. Toujours la demande d'ordres, qui n'arrivent

pas en temps utile. L'occasion passe, et le but est manqué.

*
* *

En ce moment, un parti d'opposition se manifeste dans le Parlement contre le Gouvernement. Au Sénat, M. Clémenceau, à la Chambre M. Violette se déchaînent contre M. Briand et sa politique. D'un côté on l'accuse d'impéritie et de mollesse; de l'autre on lui reproche de viser à la dictature. Voilà des conditions qui ne semblent pas, à première vue, faciles à concilier. C'est l'affaire de Grèce qui soulève toutes ces tempêtes. Quel bon prétexte pour renverser un ministère que l'on aspire à remplacer! Les milieux politiques ne sont pas contents de la façon dont M. Briand se comporte vis-à-vis du roi Constantin. Il se conduirait autrement que les mêmes opposants le critiqueraient avec une âpreté égale. Quoi qu'il fasse, il sera blâmé. Cela paraît lui être profondément indifférent, et il poursuit son chemin. Gustave Hervé qui parle sans réticences, et qui met les pieds dans le plat avec un visible plaisir, prétend que tous ces reproches adressés

au premier ministre ne sont que des prétextes, et que la véritable cause de l'hostilité qui se manifeste contre M. Briand est tout simplement le projet d'interdire la vente de l'alcool.

Et c'est très possible, si l'on songe au nombre des députés qui représentent des arrondissements bouilleurs de cru et des villes où le bistro est Roi. On sait avec quelle véhémence les marchands de poison se sont élevés contre le décret tutélaire qui leur enlèverait le droit de détruire la race française. Ils ont eu l'audace d'appeler *crime*, cet acte de défense, depuis trop longtemps retardé. Mais attaquer le Gouvernement parce qu'il monopoliserait l'alcool, cela paraît d'une si scandaleuse immoralité, qu'il a fallu trouver un autre motif de blâme. Et les affaires de Salonique se sont trouvées là, juste à point pour offrir aux adversaires de M. Briand le thème nécessaire.

Mais nos opposants se sont animés au jeu, et débordant de l'affaire de Salonique jusqu'aux origines de la guerre, ils nous ont raconté d'étranges choses. Le rapport de M. Violette contient des accusations extraordinaires. Il paraîtrait que du commencement de la guerre, jusqu'au mois d'octobre 1915, l'État n'aurait pas pu arriver à fabriquer plus de deux cent cin-

quante fusils, quand il en fallait un million En même temps une pénurie complète de munitions mettait l'armée dans le cas d'être obligée de déposer les armes. Je ne m'étendrai pas sur les accusations que le rapport de M. Violette fait peser sur le Gouvernement. Tout le monde en prend pour son grade. M. Viviani, qui, alors, était président du Conseil, M. Millerand qui était ministre de la guerre. Le seul qui soit oublié, dans la distribution des blâmes, c'est l'ex-ministre de la guerre de 1914, M. Messimy qui, six mois avant la guerre, avait fait incorporer tous les ouvriers des arsenaux, si bien que le jour de la mobilisation il n'y eut plus un seul homme pour travailler à la fabrication des canons, des fusils, des munitions et des obus, et qu'il fallut s'adresser à l'industrie privée, avant de prendre le parti de rappeler les spécialistes qui étaient mobilisés.

Si l'on voulait faire l'examen des erreurs, des fautes, des maladresses, de l'avant-guerre, on trouverait facilement l'origine des difficultés sans nombre que l'état de guerre révéla. M. Clémenceau qui avait été au pouvoir avec le général Brun, avait contribué dans une terrible mesure à priver nos arsenaux des munitions indisponibles. Il est facile, aujourd'hui,

d'accuser les hommes en place, des fautes que l'on a soi-même commises. Et quand on voit tous les anciens anti-militaristes, tous les pacifistes, crier que la guerre n'avait pas été préparée, on trouve vraiment qu'ils vont un peu loin dans l'inconscience.

*
* *

Il neige. Ce n'est pas pour faciliter les opérations. Et cependant il est certain que de gros événements se préparent. Le Kaiser perd complètement la tête, et par ses attestations, ses objurgations, ses imprécations donne l'impression très nette d'un homme qui ne sait plus comment sortir d'une grave affaire dans laquelle il s'est fourvoyé. Ah! nous n'en sommes plus aux heures splendides de la marche sur Paris, et des rendez-vous aux États-majors, pour déjeuner sur les Boulevards, dans la capitale conquise. Le coup est manqué, et il va falloir s'arranger pour que la bataille cesse. Comment? C'est là le hic. La paix offerte a été repoussée du pied. C'était cependant un bien beau cadeau de Jour de l'An octroyé à l'Europe.

Tout le monde y trouvait son avantage, même les neutres, ces bons neutres qui ont fait leur fortune, depuis trois ans qu'on se massacre, et qu'ils fournissent à la fois les comestibles et les armes. Il n'y avait que la Belgique, la Serbie, la France, l'Italie, la Russie et l'Angleterre qui ne recevaient rien. Encore fallait-il qu'elles fussent bien reconnaissantes envers cette bonne Allemagne qui consentait à cesser de les piétiner, torturer, massacrer, piller jusqu'à la fin des fins. Et elles ne voulaient pas être reconnaissantes. Elles déclaraient que peu leur importait que la guerre continuât, qu'elles étaient décidées à la poursuivre sans trêve. Et que tout leur paraissait préférable à la suprématie allemande qui ne serait autre chose qu'une grossière et brutale tyrannie.

Alors, le Kaiser se tournant vers ses alliés et vers son chancelier, et vers ses ministres, de s'écrier : « Vous voyez, j'offre la paix! Une paix qui ruinera mes ennemis, les humiliera, les laissera saignés à blanc, et qui m'assurera l'Empire du monde! Et ils la refusent. Ils n'en sentent pas la nécessité impérieuse. Ils veulent continuer à se battre. Mais alors qu'est-ce que nous allons devenir? Demain, ils seront plus forts que nous, et nous marchons à des désastres. La paix! La paix! »

Non! Point de paix! Il faut que le haut Seigneur de la guerre, apprenne ce que peut coûter une lâche entreprise contre des peuples que l'on supposait faibles et sans défense. Il a cru qu'il battrait la France, en quelques semaines, puis qu'il pourrait se retourner du côté des Russes, et leur faire subir un sort semblable. Voilà deux ans et demi que cela dure et c'est lui qui demande à mettre bas les armes. Quelle humiliation et quelle détresse! L'heure marquée par le destin pour le triomphe du droit et de la liberté va sonner, et c'est l'épée des alliées qui la marquera sur le cadran de fer des siècles.

*
* *

Il serait bien possible que la conquête de la Roumanie par les Austro-Germano-Bulgaro-Turcs, ait été annoncée un peu précipitamment. Après avoir pris Bucarest, Braïla, Galatz, et abordé le Sereth, voici que nos conquérants sont obligés de s'arrêter, et qu'ils piétinent dans la boue sanglante, sans pouvoir achever leur conquête. Il est à remarquer qu'il en est presque toujours ainsi. Ils ont un très beau

départ, avec le bénéfice de l'attaque par surprise. Leur avance se développe, ils paraissent victorieux. Puis, au bout de quelque temps, leur bel élan fléchit, leur ardeur se calme, et ils restent épuisés, sans arriver au but qu'ils s'étaient marqué. Ils ont ainsi manqué Paris, sur la Marne ; Calais sur l'Yser, Verdun et Dieu sait au prix de quels efforts et de quels sacrifices.

Ils ont fait, l'an dernier, une tentative sur la Courlande et sur Riga qui n'a pas réussi, et les voilà qui recommencent avec la Roumanie. Il est vrai qu'ils ont anéanti la Serbie. Mais ces triomphes d'Hercule combattant un nain, sont sans gloire, et il est fâcheux pour eux de constater que chaque, fois qu'ils s'adressent à un combattant qui lutte à armes égales, ils ne peuvent triompher de lui. Hindenburg, qui avait préparé cette furieuse offensive et qui l'a conduite avec sa brutalité ordinaire, appelle Mackensen à la rescousse. Mais le maréchal ne changera rien à la situation. Les Roumano-Russes sont appuyés à présent sur leurs réserves et paraissent décidés à tenir ferme sur la ligne du Sereth. Et les proclamations enflammées du Kaiser, qui annonçait à l'Impératrice des victoires décisives, vont encore une fois lui rester pour compte.

*
* *

M. Caillaux, qui avait disparu de la scène politique, depuis le commencement de la guerre, vient de faire parler de lui à nouveau. Il est allé à Rome avec sa femme et s'est engagé, avec différentes personnalités politiques italiennes, dans des pourparlers qui ont attiré l'attention du *Times*.

Le grand journal anglais a aussitôt signalé le fait, en le commentant. La presse française a cueilli l'information et l'a reproduite. Voilà de nouveau M. Caillaux en vedette. Il n'a pas eu, il est impossible de le dissimuler, une bonne presse. L'ancien chef du parti radical-socialiste, n'est plus en bonne posture vis-à-vis de ses camarades: on le trouve compromettant. On pense qu'il a une déplorable tendance à se mêler de ce qui ne le regarde pas. Et il apparaît que, dans les circonstances présentes, nous avons assez de difficultés à surmonter pour que nos concitoyens ne s'appliquent pas à en ajouter de nouvelles et de très graves. Il est évident que M. Caillaux est un homme de valeur, mais il n'est pas très sûr que ce soit un homme de bon sens. Il faut qu'il manque absolument de tact

et de doigté pour se mettre en avant, dans la situation particulière où il se trouve. Il y a des hommes devenus impossibles et que rien ne peut plus rendre possibles. M. Caillaux est certainement de ceux-là. Mais le malheur est qu'il soit encore jeune, qu'il ait de l'ardeur, qu'il veuille s'employer. Et ceci le conduira certainement à subir de terribles camouflets. Il a des amis qui devraient lui ouvrir les yeux. Mais peut-être ne voient-ils pas plus clair que lui.

*
* *

Si la France avait fait, pour briser le front allemand, le même effort que les marchands d'alcool font pour résister à la coalition qui s'est formée pour empêcher la vente du produit meurtrier, il y a beau temps que la guerre serait finie. Jamais on n'a vu gens se remuer autant, protester mieux, discuter davantage, employer plus ardemment tous les moyens de résistance connus et inconnus, pour conserver le privilège d'empoisonner l'espèce humaine.

Et c'est un curieux spectacle de voir le Parlement, intimidé par cet assaut de tous les marchands de poison, ne pas oser entamer

l'œuvre de salut qui consisterait dans l'interdiction de la vente de l'alcool de bouche. Il sera intéressant de voir qui l'emportera, de l'intérêt particulier, représenté par cinq cent mille bistros, ou de l'intérêt général qui représente la France entière. Or, notez ceci : il y a environ douze millions d'électeurs, dans notre pays. S'il y a cinq cent mille marchands d'alcool, cela fait un empoisonneur pour vingt-quatre empoisonnés. La proportion est formidable. Et on se demande comment peuvent vivre ces débitants qui n'ont qu'une moyenne de vingt-quatre buveurs pour les alimenter. Or, ils vivent et résistent avec la dernière énergie à ceux qui veulent les empêcher de vendre leur poison. Arrivera-t-on à la suppression de l'alcool? Il ne saurait être question de cela dans un pays producteur tel que la France. Mais il faudrait réserver l'alcool à l'industrie. Et c'est justement cela que les marchands de poison ne veulent pas.

*
* *

Nos amis Russes, en plus de l'ouvrage que leur donnent les Allemands sur le Sereth, ont de sérieuses difficultés intérieures auxquelles

le Tzar s'efforce de parer, sans y parvenir complètement. Les présidents du Conseil défilent comme des ombres.

Je n'ai fait que passer, ils n'étaient déjà plus.

M. Sturmer a été remplacé par M. Trépow, qui lui-même a reçu, comme successeur, le prince Galitzine. Tout cela en quelques semaines. Quant à M. Protopopof, l'homme néfaste, l'agent de l'Allemagne, dans le ministère, il paraît indéracinable. Il est ministre de l'intérieur et grand maître de la police. C'est lui qui est l'homme d'action de la bureaucratie germanisante, et de la cour réactionnaire. Il y a, en ce moment, une lutte sérieuse engagée entre la Douma appuyée sur les Zemstvos et le parti de la noblesse et la bureaucratie. Les uns sont libéraux, les autres sont réactionnaires. Pour abattre les libéraux, museler la Douma et faire taire les Zemstvos, la bureaucratie et la cour livreraient la Russie à l'Allemagne.

Le Tzar, qui est le plus honnête homme de son Empire, s'efforce de tenir aux alliés la parole qu'il leur a donnée. Mais il faut accorder qu'il y a du mérite. Car il lui faut lutter contre tout ce qui l'entoure et même contre sa famille. Par trois fois déjà, la paix séparée a été discutée avec l'Allemagne. Par trois fois, les arrivages de

munitions et de matériel ont été arrêtés, afin d'empêcher l'armée russe de profiter de ses avantages, afin d'arriver à décourager le peuple russe et à le jeter dans les bras de l'Allemagne. Et nous, Français, qui n'avions marché que pour tenir notre engagement en présence du *casus fœderis*, nous serions restés, avec les Anglais et les Italiens, à nous battre contre le monstre allemand. Le Tzar ne l'a pas voulu. Il a, chaque fois, déjoué les calculs infâmes de ses ministres. Soukomlinow, enfermé à la citadelle Pierre et Paul, attend son jugement, à moins qu'il n'ait déjà été pendu à la muette. Les autres, ses successeurs, ont été renversés, et seront punis, comme il convient, de leurs trahisons. En attendant, par trois fois la guerre a été arrêtée, nos alliés ont été battus, et nous-mêmes, nous avons perdu des millions d'hommes par suite des intrigues intérieures qui empoisonnent la Russie.

En ce moment M. Sturmer est à bas. Ce qui est bien peu, pour le mal qu'il a fait. Et le Tzar, afin de rassurer ses alliés, a dû publier un rescrit qui assure que la guerre ne finira pas, tant que la victoire totale n'aura pas été acquise. Voilà qui achève de prouver la loyauté de notre grand allié du Nord, qui a pu être trahi, par ce

qu'on a appelé la coterie de Postdam, mais qui, lui, est toujours resté fidèle à l'alliance française.

* * *

En même temps que le Rescrit, si important, publié par le Tzar, nous venons d'avoir le message du Président Wilson au Sénat des États-Unis. C'est le résumé des idées conciliatrices et pacifiques qui bouillonnent, depuis quelques mois, dans la tête du chef de l'État américain. Il est long, ce message, il est diffus, un peu embrouillé, et contient une théorie de la pacification facile à appliquer comme la quadrature du cercle. M. Wilson commence par poser, en principe, que toute paix terminée par une victoire serait une paix précaire, parce qu'elle laisserait des levains de rancune et de revanche dans le cœur du vaincu. Il faudrait donc, à son gré, renvoyer les combattants dos à dos, en leur disant : C'est fini, rentrez chacun chez vous, et ne recommencez plus, sinon, nous y mettrons bon ordre, nous toutes les nations du globe, constituées en gardiennes de la paix, et

prêtes à écraser le premier turbulent qui voudra troubler la tranquillité internationale.

Outre que pour arrêter la guerre, ce serait encore la guerre, il faudrait savoir, s'il est possible, en ce moment, de faire la part égale entre les deux groupes de belligérants et de dire aux Allemands qui ont volé, violé, brûlé, massacré, détruit, saccagé et sali la moitié de l'Europe : rentrez chez vous, tous vos méfaits sont passés par profits et pertes. Non! Cela ne se peut. Il n'y aurait plus ni justice, ni morale, ni honneur, ni courage en ce monde si cette guerre pouvait se terminer ainsi. Il faut que vous ayez notre peau, ou que nous ayons la vôtre. C'est un duel à mort que vous avez engagé, et ce ne sont pas les homélies du Président Wilson, si brave homme, soit-il, qui pourront faire redescendre la Concorde sur la terre, d'où elle s'est enfuie épouvantée.

Jamais on n'a pu mieux sentir combien sont vaines les bonnes intentions d'un brave et honnête homme qu'en lisant ce message du Président Wilson. Son factum est vraiment touchant à force de conscience philanthropique et de vertu humanitaire. Mais lancé au milieu de la formidable bagarre, qui met aux prises six millions d'hommes d'un côté, contre six ou

huit millions d'hommes de l'autre, parmi le fracas de douze ou quinze mille pièces de canon, il est presque risible à force d'être inutile. Vous entendez le petit tutu de la flûte pacifiste de cet idéologue, au travers des tonnerres de l'artillerie d'Hindenburg?

Bon Wilson! Excellent homme! Réservez votre galoubet pour le moment où il pourra produire son effet. Et surtout ne persistez pas à croire qu'il n'y a aucune différence entre les martyrs de la Belgique, de la Serbie, les déportés de France, et les infâmes Barbares d'outre-Rhin, bien appareillés avec les massacreurs d'Arménie et de Syrie. Ne persistez pas dans une erreur de jugement, si criante et si grossière, que nous pourrions finir par croire qu'elle est volontaire, et nous en irriter. Car, enfin, si loin que vous soyez des lieux où se commettent ces monstruosités, vous avez tout de même entendu parler de la destruction de Louvain, du bombardement de Reims, de la noyade du *Lusitania*, et des convois de déportés belges et français. Et vous ne pouvez pas trouver que ce soient des actes qui méritent l'approbation. Alors, il faudrait peut-être établir des degrés dans vos sympathies, réserver votre bienveillance pour les victimes et priver un peu

plus les bourreaux de votre estime. Il n'y a aucune parité entre ceux qui attaquent et ceux qui se défendent. Le passant, à qui l'apache du coin de la rue essaye de faire le coup du père François, est beaucoup plus intéressant que son assassin. Et ce n'est pas avec des larmes de pacifiste que sera lavée la tache de sang que l'Allemagne porte au front.

*
* *

Fragment de dialogue entendu :

— « Tu penses, si j'étais heureux de revenir du front pour rentrer à l'usine. Plus de risque d'avoir la tête cassée. J'aurais accepté de ne pas toucher de salaire ! Et je gagnais neuf francs par jour ! Puis, au bout de quelques semaines, *mon âme de civil* s'est réveillée et j'ai trouvé que je ne gagnais pas assez. Et depuis hier les camarades et moi nous sommes en grève ! »

Je pense qu'on va renvoyer, immédiatement, ces gaillards-là au front, pour les faire participer, de nouveau, au risque d'avoir la tête cassée. Mais l'*âme de civil!* Quelle trouvaille !

*
* *

La fumisterie du charbon continue. Il y a du charbon partout et nulle part on ne peut s'en procurer. Les marchands répondent froidement, c'est le cas de le dire, aux demandeurs : nous ne fournissons que nos vieux clients. Et aux vieux clients, ils disent : nous n'avons pas de voitures pour livrer. Quant aux chantiers de bois, ils sont pleins, et les patrons refusent de vendre, avec des airs de dédain pour la pratique. Je suis allé dans plusieurs établissements. Sur les quatre faces, les bûches s'amoncelaient en murailles, hautes comme les maisons voisines, et pas un rondin n'était à vendre. Je crois que les marchands attendent la hausse. Ils gagnent déjà deux cents pour cent sur le prix normal. Quant au charbon, il a suffi que l'État le mît en réquisition, pour que le marché fût bouleversé, les prix quintuplés, et le public déçu dans ses espoirs d'acquisition. Il y a, sous toutes ces inerties, des calculs dégoûtants, et ces hausses disproportionnées ne peuvent s'expliquer que par des tripotages crapuleux. Faudra-t-il pendre quelques bougnats à la porte de leur boutique pour ramener le commerce et l'administration com-

plice à la raison. En tout cas l'impossibilité de se procurer du combustible, au moment où il gèle à dix degrés au-dessous de zéro est un scandale qui ne doit pas être toléré.

Si M. Lebureau était moins bien chauffé dans son cabinet, il ferait un peu plus attention à la question du combustible. Mais quel intérêt voulez-vous que prenne à la détresse du contribuable, une administration qui gâte tout ce qu'elle touche, majore tout ce dont elle s'occupe, et nuit à la marche générale des affaires, au lieu d'y aider.

*
* *

Je crois que si, au moment de la mobilisation, on n'avait pas remplacé les chefs de gare, habitués au service, par des capitaines qui, dans l'ordinaire de la vie, sont notaires, marchands de soieries, avoués ou agents de change, les désordres affreux qui se sont produits sur les chemins de fer auraient été évités. Du jour au lendemain, le mouvement des trains a été confié à des mains inexpérimentées. Il y avait bien des chances pour que des engorgements se produisissent. Ils se sont produits, et, depuis deux ans

et demi, ils ne font qu'augmenter jusqu'à devenir inextricables. Voilà pourquoi la crise de transports, dont nous souffrons, a eu lieu. Et il n'était pas besoin d'avoir du génie pour le prévoir. Mais depuis que M. Sembat était au ministère des travaux publics, il était impossible de risquer la critique même, la plus édulcorée, sur l'administration de cet homme de gouvernement. Il était à l'abri de toute discussion. Comme les ibis, dans les temples de l'antique Egypte, c'était un oiseau sacré. Voilà où le respect religieux pour ce favori de la Censure a amené le pays : à un bouleversement tel des moyens de transport que rien de ce qui est expédié n'arrive plus, et qu'on renonce même à expédier tant on sait, que cela sera inutile.

Il y a du charbon partout : sur le carreau des mines, sur les quais des ports, sur les navires, sur les wagons. Et là où on en a besoin, il n'y en a nulle part. La population ouvrière de Paris gèle, et les usines de munitions manquent de combustible pour actionner leurs moteurs, les gazomètres sont vides et l'énergie électrique fait défaut. Voilà ce que deux ans et demi de l'administration d'un incapable, qui était le favori souriant et béat de la gauche, a valu au pays. Risquer la fortune de la France, le sort

de la guerre, pour faire plaisir à une centaine de socialistes unifiés, en conservant leur camarade au ministère, c'était peut-être beaucoup. Mais ce sont des gaillards avec lesquels on ne compte pas et qui ne sont jamais contents!

*
* *

Si l'on en croit les renseignements qui nous arrivent sur l'offensive roumaine, elle n'était point désirée par les Russes. En tout cas, elle leur paraissait arriver à un mauvais moment. Broussiloff était en pleine crise de munitions par suite des machinations du ministère Sturmer. La perspective d'avoir à étendre son front pour soutenir l'action de l'armée roumaine ne le séduisait nullement. Il avait raison. L'intervention de nos amis de Roumanie eut les conséquences les plus fâcheuses. Falkenhayn et Mackensen avec des effectifs très réduits et une grande supériorité d'artillerie, écrasèrent les troupes du Roi Ferdinand et le déclanchement des forces de nos nouveaux alliés jeta le trouble dans tout l'échiquier militaire des Balkans. C'est à grand'peine que les Russes ont tenu tête à Hindenburg, mettant à exécution un de ces mou-

vements par les ailes qui sont le dernier mot de la stratégie à l'allemande. Cette fois le vieux maréchal put le mener à bien, presque jusqu'à l'enveloppement. Mais, par un dernier effort, Sackaroff lui échappa, et repassant le Danube se déroba à l'étreinte de l'adversaire. Ce qui aurait pu amener un immense désastre, s'est terminé par un simple mais sérieux échec. Il va falloir réparer cela. Broussiloff déclare que la victoire est assurée. Nous pouvons l'en croire. Il sait comment il faut s'y prendre pour la remporter.

En tout cas, l'arrêt de la marche allemande est complet. Le Sereth sert de fossé à la ligne Russo-Roumaine. Il gèle à vingt degrés au-dessous de zéro, ce qui ne doit pas faciliter les opérations. Cependant les Russes peuvent utiliser le traînage pour leurs ravitaillements et leurs renforts. Ils se préparent comme nous à donner le maximum de leur effort.

*
* *

Encore trois séances de comité secret à la Chambre pour les affaires de Grèce. C'est M. Abel Ferry, qui ne peut pas se consoler de n'être plus sous-secrétaire d'État, qui menait

l'assaut contre le ministère, avec M. Léon Abrami, qui est impatient de devenir ministre, comme s'il n'avait pas tout le talent qu'il faut pour le devenir. Un député, en veine d'allusions bibliques, a dit que le comité secret avait vu le sacrifice d'Abraham et la mort d'Abel. Je crois, en effet, que l'opposition en envoyant à l'assaut du Ministère, M. Abrami spéculait sur la valeur, l'honnêteté et la jeunesse de l'interpellateur, qui devait être plus sympathique qu'un vieux routier de la politique recuit dans le fiel des rancunes et des déceptions. Que le député du Pas-de-Calais se méfie de ses camarades. Ce ne sont pas des cœurs sincères et fidèles. Après s'être servis de lui, ils le planteront là, sans le moindre scrupule et en se riant de sa crédulité. Et puis, pour lui, qui est un aristocrate d'éducation, de mœurs, et d'intelligence, quelle fréquentation que cette tourbe des Raffin-Dugens, des Brizon et autres primaires. Être battu, soit, mais battu avec eux, c'est humiliant.

Car ce fut une défaite et complète. Briand qui, le premier jour, n'était pas dans son assiette avait été faible, s'est rattrapé le second et a disposé de l'opposition de façon à la décourager. Quels maladroits que ses adversaires! Plus ils lui

offrent d'occasions de se manifester et plus il grandit. Son talent est arrivé à son apogée et il acquiert ce qui lui manquait : du caractère. Il finira par posséder la plus grande partie des qualités qui constituent un homme d'État. Et, de siècle en siècle, on les compte.

Nous n'en avons pas eu en France, depuis M. Thiers et Gambetta. Encore, pour le dernier, l'a-t-on plus tôt pressenti que constaté, car il a eu à peine le temps de se révéler dans son complet développement. La mort l'a pris au moment où il allait donner sa mesure totale. En Angleterre, ils ont Lloyd-George, qui a toutes les apparences d'un William Pitt. Et ce n'est pas peu dire.

Quand les hostilités seront terminées et que l'œuvre de la paix sera mise sur le chantier, une tâche nouvelle plus ardue encore que celle à laquelle nous nous donnons, en ce moment, de toutes nos forces, s'imposera à nos gouvernants. C'est alors qu'il faudra vraiment réaliser des prodiges pour obtenir la stabilité ministérielle. Délivrés de l'obsession des menaces ennemies, débarrassés des liens, pourtant si légers pour eux, de l'Union sacrée, les opposants, les remplaçants, ceux qui auront tant souffert de ne pas mettre la main à la pâte de la guerre, voudront,

à tout prix, mettre la main à la pâte de la paix. Il faudra reconstituer le pays, réformer tant d'abus, prendre toutes les mesures nécessaires d'apaisement, chercher des expédients pour panser les blessures des hommes, et boucher les trous des bâtiments. Une œuvre formidable à accomplir, et, tout à la fois, une société entière à remettre en mouvement. Si à ce moment-là, où nous aurons le plus besoin d'ordre, de sagesse, de patience, nous nous débattons dans des crises politiques, nous souffrirons de plus grands maux que ceux qu'aura causés la guerre. Efforçons-nous donc à la modération. Prenons l'habitude de réfléchir avant de parler. Et surtout tâchons de parler le moins possible. Ce pays-ci meurt de bavardage. Oh! qui lui imposera la taciturnité. Mais c'est terrible! Dans la troupe de ses élus, ceux qui ne se croient pas Cicéron, s'imaginent qu'ils sont Démosthène. Et alors, ils parlent! Ils parlent indéfiniment!

*
* *

Notre cher Seigneur de la guerre vient d'atteindre sa cinquante-huitième année. Il est un peu fripé, il n'y a pas à le lui dissimuler.

Ce n'est plus le gros garçon réjoui, tumultueux et bruyant qui incarnait si bien la bourgeoisie allemande enrichie et prétentieuse d'avant la guerre. C'est un vieux monsieur affalé, assombri et silencieux qui donne l'idée d'un négociant inquiet pour sa fin de mois. Notre Guillaume, comme on dit ici, est fortement amoché.

Il a adressé à son allié d'Autriche-Hongrie, un petit speech piteux, et qui sentait la purée. Ah! comme il est devenu languissant, celui qui déchaînait le furor teutonicus! Guillaume! Guillaume, il faut savoir faire bonne figure à mauvais jeu. Que vont penser vos alliés, s'ils vous voient aborder les coups de poing de la fin, avec cette mine soucieuse? Ces gens-là ne se sentent déjà pas très rassurés, s'ils peuvent avoir des doutes sur votre état d'âme, quelle débandade! De la tenue, Guillaume. Plastronnons, c'est le moment! Vous avez dit un jour, c'était en 1914, aux heures où la guerre apparaissait fraîche et joyeuse, que vous casseriez les os à ces pauvres petits Français. Les pauvres petits Français sont prêts : ils ont humblement numéroté leurs os, pour qu'après la bataille on puisse les raccommoder. A vous, Guillaume d'en faire autant. A moins qu'on ne vous les casse

en si petits morceaux que le raccommodage n'en vaille pas la peine.

*
* *

Pendant les deux ans et demi que la guerre a duré, les Allemands ont construit, *chez nous*, des lignes de chemin de fer, en doublement de nos voies, partout où leur ravitaillement en a montré la nécessité. Les Russes ont construit une ligne de chemin de fer de Pétrograd à Arkangelsck afin d'accéder à la mer libre. Nous, pendant ce temps-là, nous n'avons pas été capables de faire le doublement de la ligne de Paris au Havre, ni de Paris aux mines du Nord, ni même de Bar-le-Duc à Verdun, pour ravitailler l'armée, pendant la bataille de sept mois. On a préféré éreinter dix mille camions automobiles coûtant vingt à trente mille francs pièce, et brûlant pour des millions d'essence par jour. Ah! Nous l'avons l'esprit organisateur! Nous pouvons nous en flatter! Et malgré tout, nous nous en tirons! Est-ce miracle? Comme certains continuent à l'affirmer, et par suite d'une sorte de protection spéciale, comme l'influence de Lourdes ou de la Salette. Est-ce que, à force

de gaspillage de matériel, à coup d'argent dépensé, nous arrivons à obtenir ce qu'il aurait été facile de se procurer par un effort opportun et normal? Je ne sais. Les résultats sont là. Les Allemands, avec leur méthode parfaite, leur organisation raisonnée, leur travail régulier, n'arrivent qu'à des résultats médiocres. Et nous, en sabotant, en bricolant, en improvisant, nous nous en tirons. Cela ne peut s'expliquer que par l'intervention du génie de la race qui, à côté de ses terribles défauts, ci-dessus énoncés, offre ses admirables qualités d'adresse, d'ingéniosité et de courage. Et ceci compense cela. C'est bien heureux! Mais ce n'est pas économique.

*
* *

La France n'a pas, comme l'Angleterre, le respect de la gloire acquise et la reconnaissance des services rendus. L'Angleterre a grandi Wellington de toute l'importance de la victoire de Waterloo, comme elle avait magnifié Nelson pour celle de Trafalgar. Wellington n'avait gagné, qu'à grand peine, et par l'effet du hasard, une bataille qu'il avait cent chances contre une de perdre. Mais il

y avait abattu Napoléon. Le maréchal Joffre a sauvé la France et l'Europe et, sans doute, le monde, à la bataille de la Marne. Deux ans se sont écoulés. Voyez avec quelle indifférence on l'a vu partir et passer à la retraite. Cet admirable soldat n'a pas sourcillé. Et, à présent, il se résigne à l'oubli qui s'appesantit déjà sur lui. La France n'a de tendresse que pour les hommes politiques. Pour les autres, qu'ils appartiennent à l'industrie, aux arts, à l'armée, qu'ils aient du talent, ou du génie, peu importe! Ils sont quantité négligeable. L'ingratitude est une fleur du jardin de France : haute, vivace et piquante, semblable au chardon. Et comestible comme lui, pour les ânes.

*
* *

J'ai déjà dit que le commerce parisien n'avait vu dans la guerre qu'une occasion admirable d'exploiter les acheteurs, et de les tondre jusqu'au sang. En voici un nouvel et symptomatique exemple. Je le cueille dans le *Figaro* :

Dans une petite boutique « bois et charbons », le charbonnier, la charbonnière et le petit commis charbonnier,

noir comme un nègre, distribuent à quelques ménagères qui encombrent le passage avec leurs brouettes les restes d'un tas de « tout-venant » qui diminue à vue d'œil.

Entre une dame, visiblement angoissée, qui demande si on ne pourrait pas lui céder un peu de bois.

— Oh! déclare la charbonnière, le bois que nous avons, nous le gardons pour nos clientes, naturellement!

La dame insiste; elle a presque des larmes dans la voix. C'est pour un malade! Le médecin a recommandé au moins quatorze degrés dans la chambre. C'est une question d'humanité.

La charbonnière et le charbonnier se retirent dans l'arrière-boutique et confèrent. Enfin, ils se décident :

— Eh bien, ça va. On va vous donner dix bûches Mais c'est bien pour vous rendre service. Avez-vous un filet, un panier?

La dame a un panier et un filet.

— C'est combien?

— Deux francs cinquante.

La dame donne l'argent, sans rien dire, et s'en va.

Alors, le petit commis charbonnier, noir comme un nègre, regarde son patron, hilare et s'écrie :

— Ça a collé!... Cinq sous, la bûche!... Vive la guerre!

*
* *

Dialogue : Ah! ma chère, on ne patinera pas : le Préfet de police s'y oppose! La glace cependant est magnifique! Mais il faudrait un service

d'ordre! Et, par ce froid-là, les sergents de ville sont sur les dents! Quel malheur! J'avais un costume délicieux : velours vert bordé de chinchilla... Enfin je le mettrai pour faire du *footing*, le matin, au Bois...

— Et ce pauvre Édouard, comment va-t-il?

— Ne m'en parlez pas! C'est une horreur! Il est à l'hôpital à Bar-le-Duc! Il a eu les pieds gelés dans la tranchée. On voulait l'amputer. Il s'en tirera avec ses jambes! On espère même qu'il ne boitera pas trop!

— Adieu, chérie!

— A bientôt.

Elle se sont séparées. Je n'ai pu savoir si Édouard était le mari, le père, le fils, ou l'amant, de la dame au costume vert! Mais quel qu'il fût, il l'intéressait assurément beaucoup moins que son velours et son chinchilla. Il est vrai, que, lui, il avait été dans les tranchées et qu'il était à l'hôpital.

* * *

M. Brizon vient de donner sa mesure morale au monde politique. N'étant pas d'accord avec son propriétaire, il s'est fait déménager à la

cloche de bois par une bande de cent cinquante anarchistes embrigadés par le nommé Cochon, spécialiste de ces sortes d'affaires, ainsi que son nom l'y prédestinait. Sous l'œil bienveillant du commissaire de police, M. Soulière, et d'un nombreux service d'ordre, M. Brizon a pu faire emporter ses meubles. Je crois qu'en ce moment M. Brizon, étant exclu de la Chambre pour faute disciplinaire, son allocation est suspendue. C'est une raison. Elle n'est pas bonne, mais c'en est une. A ce propos on a imprimé ces jours-ci que l'indemnité de 15.000 francs payée aux membres du Parlement, n'était pas soumise à l'impôt sur le revenu. Est-ce exact? Et alors pour quelle raison? Il est déjà assez scandaleux que des citoyens français reçoivent de l'argent pour remplir un mandat qui devrait être essentiellement gratuit. Il serait un peu trop fort que, seuls, dans tout le pays, ils fussent à l'abri d'une loi imbécile et vexatoire qu'ils ont édictée pour embêter tout ce qui travaille et possède en France. Ce serait en même temps humiliant, au dernier point, pour eux, qui seuls ne seraient pas appelés à contribuer aux charges de l'administration nationale.

*
* *

A la porte de l'usine, ils causent.

— Qu'est-ce que ça pourrait me faire, à moi, d'être Allemand? Je sais bien qu'il faudra toujours que je travaille. Que ce soit pour le Roi de Prusse ou pour la République, j'aurais le même mal. Alors, autant faire l'économie de ma peau!

— Alors, tu lâches les couleurs? Ton drapeau, tu t'en bats l'œil?

— J'ai passé l'âge de servir.

— As-tu passé celui de recevoir des coups de pied dans le cul et des gifles sur la figure?

— Non!

— Eh bien! Avec les Allemands voilà ce qui t'attend. Tu turbineras à perpétuité, pour que ces bougres-là se croisent les bras, et deviennent *un peuple de maîtres*. Est-ce ça que tu veux?

— J'aimerais mieux crever!

— Cette fois-ci, t'es dans le sens qu'il faut! Viens prendre un verre! Et m... pour Guillaume!

*
* *

Il y a dans la rédaction des articles de la loi établissant l'impôt sur le revenu une dureté de

termes et d'expressions qui indique bien que c'est une loi de haine des citoyens les un envers les autres. Ainsi le contribuable n'es pas *soumis* à l'impôt, il est *passible* de l'impôt, comme un accusé, comme un coupable. Un peu plus on inscrivait, il est *condamné* à l'impôt. Cette loi qui sue l'envie socialiste, est un instrument d'oppression, en attendant qu'elle devienne un moyen de spoliation. Mais je serais bien étonné si elle pouvait s'acclimater en France, pays si sensible et si fier et, surtout, si chatouilleux sur la question de ses libertés. Elle ne l'a jamais pû jusqu'ici. L'impôt personnel a toujours paru une contrainte intolérable. L'ancien régime en a cruellement souffert, jusqu'à la Révolution qui l'a aboli.

Il a fallu un gouvernement radical-socialiste, inspiré par la lutte de classes, qui est une absurdité, pour revenir à ces *tailles* détestables et détestées. L'impôt nouveau ne produira pas plus que les impôts anciens, mais il aura sur eux cet avantage de molester et d'irriter tous les Français. C'est ce qu'on peut appeler un triomphe. En attendant, je vais raconter au contrôleur et au percepteur, et à tous les agents des finances, le secret de mes petites affaires. Cela ne m'afflige pas, mais cela me jette dans un labyrinthe de

recherches et de calculs, dont j'ai peine à sortir. Dois-je ceci? Ne dois-je pas cela? Et faut-il déduire telle dépense, ou ajouter telle autre? Autrefois, le percepteur m'envoyait un papier sur lequel il avait inscrit un chiffre. Je payais sans discuter. Il aurait, cette année, triplé son chiffre, j'aurais payé, comme d'habitude. Mais il me force à des calculs. Je pairai. Mais en grognant. Non à cause de l'argent. Mais à cause du calcul. Le Français a horreur d'être embêté!

*
* *

Voilà M. Doumergue et le général de Castelnau à Pétrograde. Ils vont faire une singulière figure en présence de Sturmer et autres Protopopof qui brassent les affaires dans le gouvernement impérial. Le rigide Castelnau, loyal soldat qui ne connaît que l'honneur, et le bon Doumergue, qui est très à la coule, mais dont la probité est entière, vont tomber, je pense, dans des abîmes de stupeur, en voyant se développer devant eux les intrigues slaves qui aboutissent, tous les trois mois, à un écrasement de l'armée qui donne à l'Allemagne de magnifiques espoirs de paix séparée.

Puis le Tzar est informé de ce qui se passe. Il chasse ses ministres, les remplace par d'autres, qui, pendant trois mois, quelquefois, pas toujours, font leur devoir, ce qui permet à l'armée de remporter des avantages considérables, (offensive de Broussiloff), puis les trahisons recommencent, le matériel et les munitions n'arrivent plus aux troupes, et l'offensive victorieuse s'arrête pour que l'Allemagne puisse recommencer à négocier à la faveur de ses avantages.

Voilà la troisième fois que ce petit jeu-là recommence. Une première fois Soukomlinow, Moussaïedoff et autres scélérats ont failli procurer un triomphe à nos adversaires. Tout récemment Sturmer et la bureaucratie et la cour, et Protopopof, et Raspoutine, et tant d'autres, ont obligé le noble et loyal Nicolas II à faire de retentissantes déclarations. Qu'est-ce que les deux représentants de la France vont dire, quand ils se trouveront au milieu de cette extraordinaire corruption? J'espère qu'ils ne cacheront pas leur pensée et qu'ils feront entendre les fortes paroles de gens qui revendiquent au nom d'un pays héroïque, ou toutes les erreurs sont possibles, mais ou la trahison est inconnue. Encore les erreurs, les

y rachète-t-on au prix du sang le plus pur et sans marchander les sacrifices. Le général Pau avait, au début de la guerre, fait un assez long séjour en Russie. Mais c'était à l'époque de la mise en train, si lente chez nos alliés, et l'illustre soldat n'avait pas pu assez faire profiter ses hôtes de sa haute compétence.

Le général de Castelnau et M. Doumergue, arrivant à l'heure des réalisations, pourront donner d'utiles avis, et, surtout, servir de témoins pour l'effort considérable que va tenter la Russie au printemps. Castelnau vient en Russie précédé d'une réputation magnifique. Les alliés n'ignorent pas qu'il a remporté la victoire d'Amance, et contribué par son énergie à dégager Verdun. C'est un magnifique soldat et un héroïque Français. Il a donné à son pays tout ce qu'il avait de plus cher : ses fils, dont le sang a si largement coulé pour défendre le sol national. Il donnera sa vie, quand il le faudra. Mais il a mieux à faire, en travaillant à la victoire commune. Et si les Russes sont assez sages pour oublier toutes leurs intrigues, pour se rassembler tous, dans un effort suprême, avec Rousski et Broussiloff, encouragés par Castelnau, le dur et violent Mackensen regagnera sa Poméranie et Hindenburg verra la fin de son mirage oriental.

Pendant ce temps-là, M. Doumergue pourrait causer gentiment avec le Tzar, car c'est un sympathique, et lui ouvrir quelques vues sur la façon dont on traite les ministres félons et prévaricateurs. J'aimerais que M. Doumergue contribuât à faire pendre les scélérats qui ont mis la Russie, et nous, par conséquent, à deux doigts d'un désastre.

*
* *

Il est extrêmement curieux de constater à quel point l'intérêt personnel peut influer sur les opinions. On pourrait dire, sans craindre de se tromper, que les opinions sont le reflet des intérêts. Actuellement les Allemands qui en août 1914, au début de la guerre, avouaient le plus hardiment, presque cyniquement, qu'ils déclaraient la guerre à la France, pour la briser une bonne fois et la saigner à blanc, actuellement attestent le ciel que c'est nous qui les avons attaqués et que leur guerre brusquée fût une guerre défensive. Ce n'est pourtant pas nous qui sommes entrés chez eux. Ils sont, là, en France, en flagrant délit d'invasion, comme un voleur qui serait pris tenant dans sa main la

montre qu'il vient de voler, et cependant, ils jurent, qu'ils n'ont fait que se défendre et que c'est nous qui les avons assaillis, dans l'intention de les détruire, et parce que nous sommes jaloux d'eux.

Il est certain que les chefs qui formulent ces déclarations mensongères, le Kaiser et tous ses Bethmann, savent bien qu'ils mentent. Mais la masse, qui a intérêt à se donner des airs d'innocence, et à qui, depuis deux ans, on fait répéter, matin et soir, les mêmes mensonges, comme si c'étaient ses prières, a fini par croire ce qu'elle dit, et elle est sincère quand elle atteste son innocence et que c'est nous qui avons attaqué.

Leurs femmes qui écrivaient : Quand tu seras à Paris, rapporte moi de beaux bijoux dans les boutiques que l'on pillera, ou de la belle argenterie, ou un lustre pour le salon, ou un piano pour notre chère petite fille. Ce n'était pas le fait de gens attaqués et qui se défendent contre l'agresseur. Mais la discipline allemande leur a imposé la nouvelle antienne : nos ennemis envieux et jaloux, nous ont attaqués pour nous détruire.

Et maintenant, avec la docilité régulière d'un automate de Coppélius, toute l'Allemagne croit

à sa propre innocence et la proclame à la face du ciel. Aussi trouvera-t-elle extraordinairement injuste la râclée énorme par quoi va se terminer cette guerre qu'elle a voulue, préparée, organisée, choyée, comme un cher projet, pendant si longtemps, et qu'elle était si heureuse d'engager. La guerre fraîche et joyeuse! Ce n'est pas de nous, cette atroce expression de boucher en goguette, où l'âcre odeur du sang se mêle au parfum des fleurs. La guerre ne nous a jamais paru ni joyeuse, ni fraîche, la guerre qui marche de concert avec l'incendie, le pillage et la mort! Et la voilà bien prise sur le vif, la pensée agressive et féroce de la nation de proie, qui ne se décide à ne plus encenser la guerre que lorsqu'elle se sent dominée et vaincue.

*
* *

Depuis la mer du Nord jusqu'à Belfort, ce ne sont qu'escarmouches, combats, chicanes, pour tâter les positions de l'ennemi et déterminer l'endroit où il faudra frapper pour obtenir un résultat satisfaisant. Cela fait une vive animation sur tout le front, malgré le mauvais temps,

car il fait un froid noir, et il neige par intermittences. C'est un vrai hiver de guerre, pareil à celui qui redoubla, en 70, les horreurs du siège de Paris. Nous venons de revoir les queues navrantes, à la porte des charbonniers, où stationne le cortège des mères et des enfants grelottant sous la bise. Autrefois c'était pour avoir du pain et de la viande que les ménagères se groupaient dans les rues. Dieu merci, on mange encore, ici, et à sa faim. La vie est chère, mais on ne manque de rien, et, avec une bonne espérance au cœur, l'existence se supporte. Il faut se maintenir en état de résistance pour soutenir le dernier choc de la guerre. D'ici à trois semaines nous allons entrer en action, et sans doute pour la partie suprême. Les Allemands ont fait, nous le savons, d'énormes préparatifs. Nous aussi. Et nous ne les craignons pas. Partout où nous les rencontrerons à nombre égal, nous sommes sûrs de les battre. Or nous sommes, à présent, avec les Anglais, deux contre un. Ayons assez de munitions et assez de canons, tout est là. Le poilu fera le reste.

***

M. Lloyd-Georges a toutes les veines qui marquent l'homme destiné à faire une figure

exceptionnelle dans l'histoire de son pays : on vient de découvrir un complot ayant pour but de l'empoisonner. C'est la grande consécration. On n'essaye d'assassiner que les hommes illustres, César, Napoléon, Marat, Jaurès, sans aucune intention d'assimiler, ou de comparer, et pour présenter, au contraire, des extrêmes. Le grand Anglais, qui aura tant fait pour son pays, comme, par exemple, de renoncer à toutes ses idées personnelles, à toutes ses préférences politiques, pour se donner tout entier et sans une seule arrière-pensée, à l'œuvre de défense de l'Angleterre, reçoit par cette tentative abominable la récompense de son patriotisme.

On a essayé d'atteindre en lui, le génie de l'Angleterre. Car, à cette heure tragique, personne n'est plus complètement représentatif du caractère anglais que Lloyd-Georges. Il est pratique, net, courageux et loyal. Il veut ce qu'il veut et avec une indomptable tenacité. Il est sûr de la victoire parce qu'il sait qu'il fera tout ce qu'il faudra pour l'obtenir, comme de payer son dernier sou et de verser sa dernière goutte de sang. Il y a plus d'un homme politique français, qui paierait bien cher le poison que l'on préparait pour Lloyd-Georges. Mais quel est celui qui le mérite?

* * *

On s'est préoccupé beaucoup, dans le monde des lettres, de pronostiquer les changements que la guerre pourrait apporter dans le goût du public. Je crois, et d'après de sérieuses observations, qu'il n'y en aura aucun, et que le public se retrouvera, après les hostilités, dans les mêmes dispositions qu'avant. En ce moment, les théâtres, qui jouent leur répertoire habituel, font tous de l'argent, ce qui prouve qu'aucun genre n'est délaissé. *Cyrano* et *l'Aiglon* attirent les spectateurs, et la *Dame de chez Maxim*, comme la *Nuit de Noces*. Quand un permissionnaire vient à Paris, son premier désir est d'aller au Palais-Royal, et l'Opéra-Comique fait les plus fortes recettes qu'il ait jamais encaissées, avec le répertoires : *Manon*, *Carmen*, *Werther*. Pour les romans, il est difficile de se faire une opinion. Les éditeurs, depuis trois ans, n'ont rien publié. Excepté *Gaspard* et le *Feu*, romans de tranchée, dont on ne voudra plus entendre parler après la paix, rien n'a été offert à la curiosité du public.

Les reproductions d'ouvrages anciens, publiés dans des collections à bas prix, un franc,

ou quatre-vingt-dix centimes, ont eu un débit extraordinaire. Il est donc impossible de formuler un jugement. Mais le livre bien construit, meublé de personnages soigneusement étudiés, et écrit dans une langue claire et ferme aura, comme par le passé, toutes les chances de réussité. L'esprit français, au contact des terribles événements que le pays vient de traverser, ne s'est pas obscurci. Bien au contraire, il a repris toute sa netteté et tout son équilibre. Et ceci est exclusif de toutes les petites saletés, mal fichues et sans intérêt, qu'on nous présentait comme de la littérature.

*
* *

L'Allemagne trouve qu'elle ne s'est pas suffisamment déshonorée, elle vient d'annoncer qu'elle redoublera ses torpillages des neutres quels qu'ils soient : bateaux de commerce, de voyageurs, d'ambulance ou même de plaisance. Les sombres pirates embusqués au fond des eaux vont se jeter sur les passants des routes maritimes et leur crier, non pas même : la bourse ou la vie ! Non ! il ne s'agit plus de voler, mais de détruire, férocement stupidement, inutilement.

Car ils ne s'imaginent pas, ces brutes, que nous allons cesser la guerre terrifiés, par leurs monstruosités. Non ! Je pense que nous allons nous mettre à pendre les états-major de leurs sous-marins, au lieu de les traiter avec honneur. Ce sont de simples brigands. Il n'y a qu'à les traiter comme des brigands. Et tout leur étalage de fureur implacable n'aura rien produit que du mépris et du dégoût. Mais quel règlement de comptes !

*
* *

Il paraît que les Allemands, pendant ces trois ans de guerre, ont construit toute une magnifique flotte de commerce, pour reprendre leur négoce maritime, au lendemain de la paix. Voilà qui fera bien l'affaire des Alliés, pour remplacer tous les bateaux torpillés par les sous-marins. Et nous n'aurons même pas eu, ainsi, la peine de les construire.

*
* *

L'empereur d'Autriche voulant récompenser le zèle avec lequel l'impératrice Zita s'occupe

des affaires militaires où l'armée austro-hongroise joue un rôle si glorieux, vient de nommer celle qu'il appelle *madame et chère épouse*, colonelle d'un régiment de hussards. On sait que l'impératrice Zita a deux frères engagés dans l'armée belge et qui se battent bravement dans les rangs des Alliés, depuis le commencement de la guerre. Voilà ce qu'on peut appeler l'union dans les familles.

Je ne sais pas si je me trompe, mais à certains indices, il m'a semblé discerner que l'impératrice Zita était une *madame et chère épouse* qui avait des idées très personnelles, qu'on ne ferait pas faire ce qu'elle ne voudrait pas, même en la nommant générale, et que ce qu'elle ne voulait pas faire, c'était justement favoriser les Empires du Centre, au détriment des Alliés. L'avenir est là pour nous éclairer. Mais nous ne tomberons pas toujours sur des reines Sophie. Et pour une qui nous veut mal de mort, peut-être y en aura-t-il une autre qui daignera nous sourire.

*
* *

Dans un salon, en visite, une belle-mère parle de son gendre :

— Il y a six mois que nous n'avons pas reçu de ses nouvelles. Ma fille persiste à croire qu'il est prisonnier, blessé, et qu'il a été dans l'impossibilité de donner de ses nouvelles, enfin, qu'elle le reverra. Et je vous le demande, qu'est-ce que nous ferons de ce grand garçon-là, qui n'avait de goût que pour les sports, s'il nous revient estropié ? Ne vaudrait-il pas mieux qu'il ne revînt pas ?

*
* *

Le président Wilson n'a pas fait de note, cette fois-ci. Il a mis tout tranquillement le poing sous le nez du kaiser. Voilà M. le comte Bernstorff invité à regagner sa Patrie. Il a même eu un mot délicieux : Comment vais-je faire pour rentrer en Allemagne ? Eh bien ! Mais à vos risques et périls, Excellence ! Si vous rencontrez une mine ou une torpille, vous saurez à qui vous la devrez. Il doit être doux de mourir pour sa Patrie, et de la main même de ses concitoyens. Bernstorff ira par le fond, comme un simple Anglais, avec tous les millions qu'il a raflés à Wall Street, en jouant sur ses notes diplomatiques.

L'émoi causé en Amérique par la décision du

président Wilson est énorme. Il est justifié. La Suisse, où on ne savait pas tant d'originalité comique, a dès hier, trouvé une solution parfaite de la question. Elle propose que toutes les marines neutres, à son exemple, se coalisent pour menacer l'Allemagne de représailles. La Suisse ? Sa marine ? L'amiral suisse ! Allons ! il y a encore de la gaîté et du sourire en Europe.

Je ne crois pas que la réponse de l'Amérique à l'impudente note de l'Allemagne ait un effet matériel important. Mais au point de vue moral, la manifestation du président Wilson est considérable.

Comme pour mieux en souligner le caractère, le général Carranza, le chef de brigands, qui tyrannise, pour le moment, le Mexique, a envoyé à l'empereur Guillaume, un télégramme de félicitations pour le dernier message que cet autre chef de bandits a adressé à son peuple et à son armée. Là c'était bien entre camarades qu'on se trouvait et Carranza félicitant Guillaume, c'était Cartouche faisant la révérence à Mandrin.

*
* *

Au moment où la concentration de toutes nos forces nationales est exigée pour le salut de la

France, voilà la Chambre qui recommence à faire de la politique anti-cléricale, et quelle politique! Les curés sac au dos! Voilà où ces fanatiques en sont, au bout de trois ans de guerre. Ils pensent à tourmenter des ecclésiastiques qui sont dans le service auxiliaire, lorsque deux mille prêtres ont déjà trouvé la mort sur les champs de bataille, en donnant l'exemple de l'héroïsme. C'est M. Sixte-Quenin qui a donné le signal de ce cannibalisme d'espèce particulière, en criant à ses camarades: « Attention! on va bouffer du curé ». Et on en a bouffé! Oh! sans gloire, car les martyrs ne faisaient pas de résistance.

Ils ne cherchent que l'occasion de se sacrifier pour leur foi. Six cents Jésuites, expulsés de France, y sont rentrés pour servir. Cent vingt ont déjà été tués. Les autres mourront, sans hésiter, sans récriminer, la prière aux lèvres, pendant que les Sixte-Quenin, avec des vociférations de sauvages, se congestionneront à la buvette du Palais-Bourbon. Et c'est le régime parlementaire qui fera tous les frais de la fête, en étant un peu plus ravalé par ces mauvais représentants d'un peuple admirable!

***

Voilà deux ans que la Censure coupe impitoyablement toutes les critiques que toute la presse a adressées à l'Administration de M. Sembat. On peut mesurer, aujourd'hui, les ravages que l'incapacité d'un ministre peut exercer, dans un pays, en voyant le désarroi de nos chemins de fer, de nos charbonnages et de nos ports. La leçon de choses est-elle assez cruelle?

Et parce que la Censure a empêché, sans droit, sans raison, par pure servilité, de critiquer les actes administratifs ou politiques d'un ministre, la population entière de Paris, le travail des usines à munitions, la production du gaz et de l'électricité, en France, la vie même de tout un peuple se trouve suspendue. Il eût suffi qu'on nous laissât dire, il y a deux ans, tout ce que nous savions de l'incapacité de M. Sembat, de sa suffisance, de son je m'en fichisme prodigieux et de ses expériences socialistes, au Ministère des Travaux publics, pour que l'attention générale fût éveillée, et que la crise que nous traversons fût évitée. Car, ne perdons pas de vue que M. Sembat, l'an dernier, a fait annoncer que la majoration des prix

du charbon allait cesser, et qu'il était inutile de se presser d'acheter.

Or, deux mois plus tard, l'Etat mettait l'embargo sur toutes les mines, et il devenait, du jour au lendemain, impossible de se procurer du charbon, autrement qu'aux chantiers de Paris, qui le vendaient cent-vingt francs la tonne, c'est-à-dire le triple de ce qu'on le payait à la mine. Par quel miracle cette multiplication des prix s'est-elle produite? Nous ne voulons pas le rechercher. Mais, comme par hasard, la vente du charbon a été confiée à un Comité, qui se compose de tous les grands marchands de charbon. Il était évident que ces braves gens-là n'allaient pas décider de vendre leur marchandise à prix réduit. Voilà comment les affaires se font, dès que l'Etat s'en occupe. Accaparement, majoration et gabegie, telles sont les étapes de l'opération. Et pendant ce temps-là, le public gèle et, pour se réchauffer, peut se brosser le ventre avec un panier. Mais on n'a pas pu toucher à M. Sembat. Et c'était l'important!

*
* *

M. Herriot, qui, du reste, fait tout ce qu'il peut, assisté de M. Claveille, nous promet du

charbon pour le printemps. Merci pour cet espoir.

*
* *

Les journées de neige et de gelée, qui viennent d'arrêter le ravitaillement de Paris, en lait et en charbon, nous coûtent aussi cher que deux grandes batailles. Et, hélas ! ce sont les tout petits, espoir de la France, qui sont frappés.

*
* *

Les pacifistes que nous avons ici et qui seraient prêts à faire la paix à n'importe quel prix et n'importe comment, pourvu qu'elle soit signée et qu'on n'ait plus à vivre sous cette pénible obsession, ont eu un moment de joie après la manifestation du président Wilson. Le bruit s'était répandu que les hostilités cessaient, que la grande offensive n'avait pas lieu et que nous avions fait tuer un million de Français, dépensé cent milliards, pour que les Allemands rentrent chez eux, intacts, victorieux, triomphants, en nous disant : « A la prochaine ! Et cette fois,

gare à vous! » Ah! Le beau jour pour ces cœurs de mie de pain! Ils ont cru qu'ils allaient pouvoir cesser de trembler! L'événement ne leur a pas laissé longtemps leurs illusions. Il a fallu comprendre qu'un crime de plus ne lave pas d'un crime, et que la récidive dans l'infamie n'est qu'une aggravation de culpabilité.

Les Allemands en donnant sur la joue du Président Wilson, un soufflet à toute l'Amérique ne pouvaient pas améliorer leur position. Nos amis d'au delà de l'Atlantique ont ressenti profondément l'outrage qui leur était fait, et comme ce ne sont pas des trembleurs ils ont réagi, et les voilà à nos côtés contre l'Allemagne mise au ban de l'Univers. Adieu les rêves consolants d'un arrangement ric-à-rac, qui aurait passé par profits et pertes, nos morts, nos ruines, nos dépenses, nos deuils et notre honneur.

Un troupeau de pacifistes effarés aurait fait litière des trois couleurs. Et nous serions restés à la merci d'une reprise de militarisme forcené préparée par les hobereaux de Prusse. Grand merci! Nous sommes l'épée à la main, à la troisième reprise du duel. Ne nous occupons pas de ce qui se passe derrière et autour de nous. Regardons notre ennemi, blessé

à mort, et entamons une dernière passe, hardie et tenace pour l'abattre dans la poussière.

*
* *

Il apparaît d'une façon fort nette que les neutres ne suivront pas l'exemple du président Wilson, et comment pourraient-ils le suivre? La Suisse commettrait un acte de folie en s'exposant à une rupture avec l'Allemagne. La Hollande, le Danemarck, la Suède et la Norvège ne peuvent que protester avec la plus grande énergie contre les pirateries teutonnes. Elles ne peuvent s'exposer, étant sous la griffe, à se faire étrangler. L'Espagne vient de répondre, dans le sens indiqué ci-dessus, par une énergique protestation contre les actes de l'Allemagne. Mais qu'est-ce que cela peut bien faire à l'Allemagne ivre de fureur, affolée d'inquiétude, et prête à toutes les extravagances? Certains esprits ingénieux, en la voyant se livrer à des actes de véritable démence ont cru qu'elle voulait en mettant tout le monde contre elle, se donner une excuse honorable pour céder en disant : Nous ne pouvons lutter contre l'Univers coalisé contre nous.

Admirable excuse à donner, pour sauver la face et ménager l'orgueil. Mais on prêtait à nos ennemis plus de raison qu'il ne leur en reste. Ils n'ont rien calculé. Ils se jettent dans leur aventure finale, avec l'aveuglement furieux d'une bête féroce traquée et acculée. Elle menace tout le monde, elle frappe tout le monde, parce qu'elle ne sait plus ce qu'elle fait. On le verra bien, avant qu'il soit peu. Et c'est le dernier symptôme de résistance. Elle va s'écrouler pantelante, après un dernier effort. Que sera cet effort? C'est ce qu'il est impossible de mesurer à l'avance.

Il sera vraisemblablement terrible. La bête est encore puissante, ses crocs et ses griffes sont tranchants, et elle s'en servira désespérément. Préparons-nous donc à un combat suprême, avec la sérénité loyale et valeureuse d'un Saint-Georges attaquant le dragon. La bête mordra la poussière. La galerie qui va assister au duel formidable est le monde attentif. Nous devons être prêts, nos alliés d'Angleterre et nous, et nous serons exacts au rendez-vous que nous nous sommes donné, pour le printemps. Avant de mourir Kitchener avait dit : Au printemps prochain, j'aurai deux millions d'hommes avec l'artillerie et les muni-

tions qu'il faudra, sur le front. Les hommes y sont, les canons et les obus aussi. Nous, nos poilus tiennent le coup depuis près de trois ans. Les canons et les obus vont entrer en ligne. Et ce ne sera pas par des coups d'assassins, traîtreusement, à la muette et dans l'ombre, mais au grand soleil, sous nos drapeaux, en vrais soldats du Droit et de la Liberté.

*
* *

Toujours la moutarde après dîner. Voilà au bout de trois ans de guerre qu'on s'ingénie à réglementer la consommation des vivres et du combustible. Nous avons fait cette guerre formidable, à trois mois d'échéance, continuellement. Et c'est là qu'éclate la désolante courte vue de notre administration.

Voyez ce qu'ont fait les Anglais, pendant ce temps-là, et mesurez la capacité organisatrice des deux peuples. La tête froide et lente de l'Anglais a été supérieure à la cervelle enflammée et tumultueuse du Français. L'Anglais a prévu pour trois ans, le Français a toujours tablé sur trois mois. De sorte qu'il a passé son

temps à dire : A quoi bon! Ce sera fini! Et rien n'a été fini, et on a manqué de tout!

*
* *

Voilà, une fois de plus, les théâtres qui sont victimes de l'orgie de lumière qui est faite dans les cinémas et dans tous les magasins de Paris. Il va falloir fermer les lundi, mardi, mercredi et vendredi. Pauvres théâtres qui commençaient à se relever à force d'efforts, d'ingéniosité et de talent. Gavault, à l'Odéon, avait fait des miracles en jouant tous les répertoires depuis le *Chapeau de paille d'Italie*, jusqu'aux *Deux Orphelines* en passant par *On ne badine pas avec l'Amour*. L'*Opéra-Comique* faisait de l'or avec les ouvrages de Massenet, de Bizet, et quelques Italiens bien choisis. La *Comédie-Française*, avec Fabre, reprenait une belle ardeur, et usait de sa jeune troupe pour maintenir les glorieuses traditions de la maison. Hertz et Coquelin à la *Porte Saint-Martin* donnaient des représentations admirables avec une troupe de premier ordre, où brillaient Réjane, Simone, Bruck, Gauthier, Antoine. Et l'*Ambigu* régénéré faisait la pige [à son] grand voisin, avec

Albert Brasseur et la charmante Pierly. Le public ramené à ses goûts anciens produisait des recettes satisfaisantes. Il allait à ses acteurs favoris, Rozenberg à l'*Athénée*, Max Dearly *aux Variétés*.

Tout marchait bien. Patatras! Le charbon manque. Plus de lumière, plus de chaleur. Il faut arrêter en pleine période ascendante, et se résigner à chômer quatre jours sur sept. Cependant, il faut faire vivre quarante mille employés, gagistes, petits comédiens, et grands acteurs. Sans parler des auteurs, qui tirent la langue, et de l'Assistance publique qui perd la moitié de ses ressources.

Mais la crise ne se borne pas aux lieux de plaisir. Ce serait trop arbitraire. Tous les magasins vont fermer à cinq heures et demie, tous les tramvays, métro, etc., vont s'arrêter à dix heures. Nous allons avoir des cartes de sucre, de pain, de tout. C'est bien! C'est même trop tard pour faire bien. Il fallait ne pas attendre trois ans, et s'y prendre à temps pour ne gêner, n'effrayer, ne priver personne. On va s'arranger pour supporter ces inconvénients bien légers quand on pense aux duretés de cet hiver mortel et sans limites.

Il y a quarante ans qu'on n'a pas eu, dans

notre pays, un hiver aussi long et aussi brutal. C'est bien un hiver de guerre. On dirait que ces monstres d'Allemands, non contents de déchaîner contre nous les inventions infernal de leur science appliquée au massacre, ont fait avec la nature des arrangements pour qu'elle nous distribue la glace, la neige et les frimas. Eh bien ! Nous supporterons tout, avec patience, avec fermeté, et nous tiendrons, comme si nous ne souffrions pas, dans notre chair, dans celle des enfants et des femmes qui tremblent de froid dans la rue. Fermez les théâtres, les magasins, les gares et les musées, réservez tout le combustible pour la défense et pour la population. L'héroïsme des civils sera égal à celui des braves de l'avant. Et le front sera d'accord avec la nuque.

*
* *

Le Gouvernement se serait donné pour tâche d'affoler la population parisienne qu'il ne s'y serait pas pris autrement qu'il ne fait, en rationnant brusquement, la consommation du pain de la pâtisserie, du sucre, après avoir fermé en partie les théâtres et restreint la circulation

des tramways et du métro. Toutes ces mesures prises par à-coups, en ce moment, annoncées sagement et d'avance auraient été parfaitement acceptées. Mais, édictées, du jour au lendemain et avec accompagnement d'interpellations elles ont étonné et un peu inquiété. Nous manquons, décidément, de pondération.

Nos gouvernants paraissent dormir en temps ordinaire et avoir de brusques réveils pendant lesquels ils agissent d'une façon désordonnée. Donc nous allons manger du pain rassis. Et il s'en est fallu de peu que nous mangions du pain de seigle. Notre santé n'en aurait pas souffert. Mais que toutes ces mesures nous ont donc valu un touchant discours de M. Herriot. Le pauvre homme! Il en aurait pleuré à la tribune.

On sentait qu'il avait froid, avec les pauvres gens de Paris, qu'il n'avait pas réussi à ravitailler en charbon. Et il a eu la délicatesse de supplier qu'on n'accablât pas son prédécesseur M. Sembat. Le bon Herriot, qui s'arrache les cheveux, et n'arrive pas à débrouiller cette situation inextricable, a dit un mot épique en parlant du charbon : « Je l'aurais, porté sur mon dos! » Et on sent que c'est vrai.

Nous voilà donc, au bout de trois ans de guerre, soumis aux privations. Cela est parfait.

Notre santé va s'en ressentir très favorablement. Les deux jours de jeûne appliqué aux pâtissiers, bars, buffets et autres maisons de thé, auront sur l'estomac de nos charmantes parisiennes une influence excellente. Moins de bonbons, peu de chocolat. Évidemment, c'est regrettable pour Boissier et pour Marquis. Mais le jour de l'an est passé, et Pâques ne vient pas encore. Il y a encore de l'espoir pour les œufs en chocolat et en sucre que nos enfants mangent avec tant de plaisir. Et puis s'il est impossible de leur donner des œufs comestibles, on les leur donnera en carton, et on les garnira de quelques bibelots de plus, à l'intérieur. On peut toujours s'arranger.

*
* *

L'important, pour nous, est que l'Amérique continue à nous fournir tout ce dont nous avons besoin. Si elle craint le torpillage de ses navires qu'elle forme des convois, comme à l'époque de la compagnie des Indes et qu'elle les fasse accompagner par sa marine de guerre. Elle fera ainsi une besogne de police sur les mers qui donnera une grande sécurité à la navigation.

*
* *

Il faut bien graver dans notre mémoire que nous devrons, après la guerre, nous tenir en garde contre les entreprises du peuple allemand. Nous aurons le devoir de rester en défiance, pendant bien longtemps, contre l'Allemand en tant que peuple et en tant qu'individu, parce que l'éducation allemande, la Kultur, a eu pour objet, depuis cent ans, de pénétrer tous ceux d'outre-Rhin de cette conviction qu'ils sont supérieurs au reste des hommes, et qu'ils sont nés pour commander. Ils sont, d'après leurs historiens et leurs philosophes, un peuple de maîtres. Et tout, dans leur conduite, leurs travaux, leurs tendances aura pour objet d'établir cette maîtrise, sans la justifier par autre chose que la volonté de commander et la force de le faire.

Le peuple allemand sera donc un danger pour les autres nations qu'il rêvera d'asservir. L'individu allemand sera un danger pour tous ceux à qui il cherchera à faire concurrence. Et comme il est fourbe et naturellement menteur, il cherchera à nous abuser, comme il y avait

si bien réussi jusqu'en 1914. Pour un Français entamant des pourparlers d'affaires avec un Allemand, la plus simple prudence exigera donc la plus minutieuse défiance et cette pensée dominante : j'ai affaire à un hypocrite et à un menteur.

*
* *

On ne peut calculer le tort que cet hiver rigoureux aura fait non seulement à la population de Paris, qui a cruellement souffert, mais encore à la défense nationale. Défaut d'organisation, toujours. Il y a du charbon, on sait où le prendre. On n'y réussit pas. C'est une misère ! Jamais notre gouvernement n'a pu se résoudre à envisager une guerre de durée. Il a toujours tablé sur trois mois d'échéance. A quoi bon faire des usines? Dans un trimestre, au printemps ou à l'automne ce sera fini. Il y a des traits lumineux pour éclairer cet état d'esprit.

Un fonctionnaire se présente chez un grand constructeur de machines. Dialogue. — Pouvez-vous faire pour les arsenaux une machine X... ou Z... ? On comprend que je ne veuille pas

spécifier. — Oui, sans doute. — Dans quel délai ? — Trois mois. — C'est impossible ! Il la faut dans six semaines.

Le fonctionnaire s'en va. Il revient trois mois plus tard. Et le même dialogue s'engage : — Pouvez-vous faire une machine X... ou Z...? — Oui. — Dans quel délai ? — Trois mois. — Impossible ! Il la faut dans six semaines. — Le fonctionnaire s'en va. Trois fois, vous entendez bien, le même manège a eu lieu. C'est-à-dire que pendant un an, on s'est privé de machines indispensables, qu'on pouvait avoir en prévoyant que la guerre, dans trois mois, n'arriverait pas à échéance.

Je ne veux pas en dire d'avantage.

Si nous avions pris, comme les Anglais, la mesure de la guerre, avant de prendre nos dispositions, nous aurions terminé cette formidable aventure, depuis un an. Les Anglais, qui ont eu tout à créer, sont prêts. Nous... Je n'en dis pas plus, non que je craigne la censure, mais parce que cela me fend le cœur, de voir tant d'intelligence, de courage, de patience, si mal employé. Ce qui ne nous empêchera pas de réussir, malgré tout, parce que notre cause est juste, que nos soldats sont héroïques, et que la marche de l'humanité exige que nous soyons

victorieux. Il y a, en tout, des impondérables qui sont décisifs.

*
* *

Mais quel hiver! La nature ne nous a pas gâtés, cette année! Elle nous a fait la bonne mesure. Et nous ne pouvons pas nous débarrasser de ce gredin de vent du Nord-Est, qui maintient la gelée, et fait périr les enfants, les vieillards, et glace les bonnes ménagères patientes, à la porte des fournisseurs insolents comme des valets de bourreau. Ces coquins, qui en temps ordinaire mendieraient la clientèle, se redressent, enorgueillis par la rareté des denrées, et parlent durement aux pauvres femmes effrayées et besogneuses. Dieu sait si je suis révolutionnaire! Mais je comprends très bien qu'en 1789, sous la grande, on accrochât quelques boulangers à la porte de leur boutique, pour leur apprendre à dissimuler leurs fournées et à ne vendre qu'aux riches. Allons! allons! Je ne vais tout de même pas demander qu'on pende mon épicier ou mon boucher!

* * *

On nous a, à différentes reprises, annoncé l'arrivée du maréchal Hindenburg sur le front occidental, accompagné de son fidèle Ludendorff. Qu'il vienne ce matador, qu'il vienne se mesurer avec nos généraux. Il est grand temps qu'on ne lui donne plus à enfoncer que des portes ouvertes, et qu'il n'ait rien à risquer en livrant une bataille de Tannenberg à des Russes dont les munitions étaient épuisées, et où un Rennenkampf se refusait à la manœuvre décisive qui devait faire écraser une partie de l'armée allemande.

Le fameux Hindenburg a surtout triomphé sur la frontière orientale, et nous savons à présent, dans quelles conditions désastreuses le gouvernement russe laissait ses armées, et comment la malheureuse Roumanie a été livrée sans secours, en face des hordes allemandes. Il n'en sera pas ainsi avec les armées anglaises et françaises. Que le glorieux maréchal, espoir suprême des stratégies allemandes, vienne donc faire montre de son génie militaire sur notre front, qu'il vienne, se mesurer avec nous. Il faut qu'il apprenne ce que sont les Français en

ligne. La guerre n'aurait pas produit tout son effet si le grand triomphateur du front oriental ne venait pas faire ébrécher son auréole par les Anglo-Français.

*
* *

Enfin, aujourd'hui 16 février, après un mois de gelée qui a rendu les opérations très difficiles et la vie des soldats bien pénible, la température s'est adoucie. Le thermomètre avait baissé jusqu'à 20° au-dessous de zéro. La Seine avait failli prendre. Nous n'avions jamais eu un hiver aussi rude depuis de longues années. Ce fût un hiver de guerre. Car, en 1870, nous avons eu aussi 20° au-dessous de zéro. On dirait que la nature veut se mettre à l'unisson de la rage des hommes, et qu'elle se jette à plaisir dans ces écarts qui causent des catastrophes. Un pessimiste me disait ces jours-ci : « C'est ainsi que le monde finira, un beau matin. Une période glaciaire commencera, qui durera jusqu'à ce que la misérable race humaine ait péri toute entière. Et après ce sera le néant. » C'était très gai, surajouté à la misère des temps, et aux angoisses de la guerre. Mais le dégel bienfai-

sant est arrivé, qui a fondu toutes ces aigreurs, et ramené l'espoir de temps plus propices.

*
* *

Octave Mirbeau est mort. Il était très malade, depuis trois ans. Ce puissant cerveau s'était obscurci, et cette énergie intellectuelle sombrait dans l'irrésolution et l'inquiétude. Nous avions commencé ensemble la carrière littéraire. Quand il était arrivé à Paris, patronné par Dugué de la Fauconnerie, qui lui avait confié le feuilleton dramatique de son journal l'*Ordre*, il ne connaissait personne et ne savait même pas avec qui causer les soirs de première. Dugué nous avait fait faire connaissance. J'ai toujours eu beaucoup d'amitié pour lui. Il en eut, promptement, beaucoup moins pour moi. Mais l'empreinte des premières années de jeunesse, malgré tout, était restée en lui ineffaçable, et quand nous nous retrouvions à la librairie Ollendorff, c'était avec plaisir.

On peut dire que Mirbeau a été un des plus rudes polémistes de ce temps-ci. Ce ne fut même qu'un polémiste. Il ne donnait le plein de son talent et de sa forme que dans l'impré-

cation. Mais là, il était supérieur. Nul n'a mieux invectivé que lui. Il s'était fait ainsi de terribles et persistants ennemis, et des amis de passage. Car les sourires s'effaçent mais les cicatrices restent. Il adorait les animaux, ce qui est la marque certaine de la bonté. Il fallait le voir avec son chien Dingo. Il racontait sur cet animal des choses qu'il n'a point toutes écrites, et qui étaient magnifiques.

Mirbeau, a eu comme romancier de grandes réussites, qui ne furent jamais complètes, et, comme auteur dramatique, des succès incontestés, où faisait défaut, cependant, ce quelque chose qui constitue l'œuvre définitive. Peut-être manque-t-il, dans toute son œuvre, un peu de ce romanesque qui adoucit l'analyse sèche et tranchante des caractères, et un grain de cette sentimentalité qui met une œuvre à la portée de tous. Il lui est arrivé ce qui fut le sort de Barbey d'Aurévilly, dur, hautain, froid, et, par cela même, rebutant, et celui de Goncourt, sec, tranchant, personnel, et dont il procédait manifestement. En somme, écrivain original, avec de très belles parties, et un ensemble contestable. Comme critique il eut, je crois, le goût d'épater le bourgeois, ce qui était une façon de snobisme assez désagréable,

en prônant des artistes et des écrivains peu accessibles à la masse du public.

Il eut des crises d'enthousiasme pour le Mœterlinck de la *Princesse Maleine*, et des emballements forcenés pour M. Gauguin et pour Cézanne. Quand il se pâma devant Claude Monet, Pissaro et Sisley, la réputation de ces peintres n'était plus à faire. Ils vendaient déjà très cher. On me dit que le pauvre Mirbeau souhaitait voir la fin de la guerre et assister à la victoire. Il n'a pas eu cette joie, et l'injustice de la destinée symbolise assez bien sa carrière, où il n'a pas obtenu tout ce qu'il cherchait.

*
* *

Nous voici arrivés au mardi-gras. Par exception les pâtisseries seront ouvertes au public, et les enfants pourront manger des gâteaux. Ce seront toutes les réjouissances qui seront permises, pour ce jour de fête, par ce temps de guerre. Aucun travestissement ne serait tolérable, lorsque les rues sont pleines d'uniformes si variés, depuis la capote bleu horizon de nos poilus, jusqu'à la bourka cosaque, la longue

houppelande serbe, et les redingotes pincées des Italiens, tous si chics et si fringants. Mais le temps n'est pas encore venu de se réjouir, et les Allemands viennent de nous rappeler qu'ils sont encore à Maisons de Champagne.

*
* *

L'emprunt anglais de la victoire, car chacun fait tour à tour son emprunt de la victoire, a produit une souscription de dix-sept milliards d'argent frais. Si après cette manifestation de la volonté anglaise de pousser la guerre jusqu'à la défaite totale et irrémédiable du militarisme allemand, les peuples d'outre-Rhin ont la moindre illusion sur ce qui les attend, il faudra qu'ils aient la tête plus carrée encore qu'on ne le pensait. Jamais, depuis l'entreprise anglaise contre le pouvoir napoléonien, pareil effort n'a été fait par un peuple pour donner à son gouvernement les moyens matériels de vaincre l'ennemi. Ceci signifie que l'Angleterre ne reculera devant rien, pour mener à bonne fin la lutte entreprise contre les prétentions tyranniques de l'Allemagne. La mise sur pied des armées anglaises, appuyées par une

contribution pécuniaire aussi puissante est le fait national le plus extraordinaire qui se soit produit, dans le monde, depuis la guerre de l'Indépendance américaine.

* * *

Et pour confirmer la puissance anglaise, après l'Emprunt triomphant, Loyd-Georges monte à la tribune et déclare qu'il faut faire des économies sur tout, pour assurer à l'Angleterre le tonnage commercial nécessaire à la guerre. Et, en pleine richesse, en pleine force, il a l'énergie morale de tracer aux Anglais un plan de privations, qu'aucun peuple dans l'adversité n'aurait accepté sans murmurer. Et l'Angleterre, d'accord avec son ministre, consent à se restreindre dans ses jouissances, pour assurer sa victoire.

* * *

Eh bien ! On pourra dire qu'on nous aura fait manger notre pain blanc en premier. Nous voilà au pain gris, et demain, peut être au pain noir... Allons ! Ne dramatisons pas. Le pain

gris que nous mangeons actuellement est excellent au goût, il est parfait pour la santé, et enfin il est de guerre. Je souhaite d'en avoir, toute ma vie, d'aussi bon, et je m'engage, dès à présent, à renoncer à tous les pains de luxe, devant l'autel de la victoire.

Mais, si j'en crois tout ce qui se prépare de projets restrictifs de la gourmandise, tout ce qui s'annonce de catastrophes alimentaires possibles, nos gouvernants ont encore, avec une charmante frivolité, pensé à tout, excepté à ce qui était de leur fonction, et nous voilà menacés de la disette, comme avant la Révolution. Il va sans dire que puisqu'on la prévoit, on empêchera qu'elle se produise. Et cependant, nous avons à peine encore le pied hors de la crise du charbon. Et ce n'est pas parce que les arrivages se sont faits plus nombreux que nous avons cessé de geler dans nos intérieurs, c'est parce qu'il a cessé de faire froid. Encore n'est-ce pas un comble et la température a-t-elle le droit, sans se faire taxer d'exagération, de monter encore de quelques degrés.

Mais ce n'est pas du froid qu'il s'agit. C'est de la faim. Le blé va-t-il manquer en cette France, dont M. de Sully disait que le labourage et le paturage étaient les deux mamelles?

Notre bonne nourricière nous manquerait donc? Les greniers se seraient vidés, les meules blondes auraient disparu des abords des villages et des fermes? Quelle invraisemblance! La France, cigale sublime, ayant pendant deux hivers chanté des hymnes de guerre, serait, aujourd'hui, à ce point dépourvue qu'il lui faudrait aller crier famine? Mais où?

La Russie et ses vastes champs producteurs de céréales sont bouchés par l'invasion allemande, le Bosphore est impraticable, et les submersibles ravagent la mer du Nord. Adieu donc les échelles du Levant, qui distribuaient leurs riches provisions de grains, à la stérile Europe, et faisaient régner l'abondance dans tout notre Occident, son tributaire. Nul moyen d'en appeler à l'Égypte, où le limon du Nil produit deux moissons, sous la caresse du puissant soleil. Nous sommes en guerre, il faut recourir à nos propres et seuls moyens. Et ces moyens, qui sont, tout juste suffisants en temps ordinaire, sont diminués par la mobilisation de tous nos laboureurs qui ont troqué les mancherons de la charrue pour le tourniquet de la mitrailleuse. Et la question se pose de savoir si la récolte prochaine sera suffisante en blé pour fournir du pain à tous les Français.

1906

J'aime beaucoup qu'en Février, on s'en soit préoccupé, afin de n'avoir pas en Août à gémir sur l'imprévoyance de ceux qui nous gouvernent. Si on avait dit à M. Sembat, il y a deux ans, qu'il fallait prévoir qu'on aurait besoin de charbon, cet hiver, ce haut personnage ne serait point tarabusté comme il l'est, actuellement, par la presse et par l'opinion. Oui, mais, voilà : on ne pouvait pas écrire dans un article le nom de cet aimable unifié, sans que la censure y mit bon ordre. On peut dire que si Paris a gelé, cet hiver, la censure y a été pour quelque chose. Il est vrai que, dans ses bureaux, elle est très bien chauffée.

En ce qui touche à la question du blé, nous devons reconnaître que notre impitoyable surveillante a été beaucoup plus conciliante. Cela tient sans doute à ce que si ses porte-ciseaux sont chauffés, ils ne sont pas nourris. Grave différence ! Alors, ils se sont préoccupés de leur subsistance. S'il y a des cartes de pain, si chaque citoyen est réduit à deux cent cinquante grammes de boulot, par jour, M. Maruéjouls, lui-même, n'en aura pas cinquante grammes de plus que moi. Du moins, je l'espère. Et alors, la disette devient une question avec laquelle, il ne faut pas user de rigueur, et

qu'il est nécessaire de laisser traiter à fond, par ceux qui se préoccupent de ne pas voir des queues de ménagères à la porte des boulangers, comme ils en ont vu à la devanture des bougnats.

Donc, voici venue l'époque où se font les Mars. Nous avons deux mois, devant nous, pour rattraper par d'abondantes semailles de printemps l'insuffisance des blés d'hiver. Il faut donc que toutes les terres libres, qui n'ont pas reçu de semences et qui peuvent porter des récoltes soient mises à la disposition des communes pour être labourées, hersées, semées et roulées, d'office, dans l'intérêt national. Il faut assurer aux cultivateurs un minimum de rendement du blé, au quintal, en évaluant d'avance le bénéfice par une fixation de prix rémunératrice.

Il y a beaucoup à faire et je ne me lancerai pas dans une argumentation technique qui pourrait me conduire à essayer d'écrire des *Géorgiques*. Et il y faudrait un Virgile. Il y a surtout à rechercher les terres inemployées, laissées en jachères, par l'incurie, la mollesse, la sottise des cultivateurs. J'en sais un, qui, tous les étés, me met en colère, parce que je le vois perdre, faute de les rentrer à temps, des

récoltes magnifiques, qui germent sur place, pourrissent et se perdent. Et c'est du foin, de l'avoine, du blé, de la bonne marchandise qui s'en va en fumier, au lieu de nourrir les animaux et les hommes.

Dans combien de fermes en France ce scandaleux spectacle ne se voit-il pas? Dans la passe où nous sommes, nul bien ne doit être perdu. Tout est utile, tout concourt à la défense, tout sert à la victoire. Et laisser perdre les produits du sol, à l'heure où ils ont tant de prix, c'est un véritable acte de trahison. Mais ne nous échauffons pas. Malheur prévu n'arrive jamais. Nous n'aurons pas mangé, en premier, notre pain blanc. Il continuera d'être gris et savoureux, ce bon pain qui est l'aliment préféré des Français, grands mangeurs de pain devant l'Eternel.

*
* *

Les Anglais de Rouen, installés dans la guerre, continuent à dire, avec un tranquille sourire : « Il y en a encore pour deux ans ». Bons Anglais, braves *Tommys*, qui êtes prêts à vous faire tuer et qui passez dans les rues, si bien asti-

qués, brossés, reluisants de santé et d'énergie, quand vous aurez fait quelques mois de tranchée sous le feu des canons, sous les orages du ciel, comment prendrez-vous la perspective d'une prolongation de deux années, de cette atroce guerre ? Vous entrez dans l'action, vous autres. Nous y sommes, nous, depuis près de trois ans. Notre sang coule par mille blessures, et notre sol ravagé est occupé. Nous avons un peu plus de hâte et d'impatience. Aussi, gare aux ides de mars !

* * *

A présent que nous commençons à avoir le recul nécessaire à l'examen de la situation politique et militaire de l'Allemagne, cette guerre apparaît de plus en plus comme un acte de folie. Il y eut une telle méconnaissance des ressources physiques et des forces morales de l'Europe dans l'acte de l'Allemagne, se jetant sur la France et sur la Russie, que la nation coupable d'une si lourde faute, est à jamais disqualifiée. Le succès n'aurait pas été une atténuation. L'insuccès sera un désastre irréparable. A tenter un pareil coup, il fallait le réussir. Mais le

manquer! L'Univers entier souffre dans ses profondeurs, des conséquences de cette guerre imbécile. Et il se demande, stupéfait, pourquoi elle a été faite.

Le gain de la partie n'ajoutait rien à la situation de l'Allemagne. Elle était sûre, en dix ans, d'obtenir plus et mieux par son expansion économique que par la force de ses armes. Alors? Qu'est-ce qui a pu entraîner les dirigeants de l'Empire: Kaiser, kronprinz, chanceliers, ministres, chefs de guerre ou hommes politiques? Est-ce l'amour de la gloire? Le plaisir de détruire? La haine et l'envie, poussant tout un peuple à la guerre, « fraîche et joyeuse »? Non! Rien de tout cela, comme motif déterminant d'une si absurde entreprise, n'est acceptable. Positivement, ce fut un coup de folie. Ou bien alors, la conviction d'être le plus fort et de vaincre sans péril. Et ce serait l'acte le plus lâche, le plus ignoble, et méritant la plus dure répression que doive jamais enregistrer l'Histoire.

*
* *

C'est une anecdote du commencement de la guerre, et qui m'a été racontée hier. Les Alle-

mands, à grandes enjambées, dévalent de Belgique vers les départements du Nord. Ils ont envahi le Pas-de-Calais, la Somme, ils marchent vers l'Oise. On est anxieux à Paris. On est aux aguets dans tous les Ministères. C'est le soir, le président Poincaré est dans son cabinet, attendant des nouvelles. On sonne au téléphone, il va lui-même à l'appareil :

— On demande de Saint-Quentin, l'Elysée. — Allô ! c'est l'Elysée qui répond. Qui êtes-vous ? — Je suis un petit téléphoniste de Saint-Quentin, resté seul au bureau, à qui est-ce que je parle ? — Au président de la République. — Monsieur le Président, je viens de détruire tous les appareils, les Allemands s'avancent, ils sont déjà dans la ville, je n'ai conservé que la communication avec Paris. Que dois-je faire ? — Mon petit ami, dès que les Allemands arriveront au bureau, il faudra détruire la communication et te sauver. — Soyez tranquille. Ça me connaît. Mais ne puis-je vous donner aucun autre renseignement ? — Peut-être le peux-tu ? Les pastels de la Tour, du Musée, ont-ils été mis en lieu sûr par les autorités? — Je ne sais pas, Monsieur le Président, mais je vais le demander...

Ici, la communication fut coupée. Vainement,

de l'Elysée, on redemanda Saint-Quentin. Il ne fut plus répondu. Qu'était devenu le petit téléphoniste ? La brutale main d'un dragon ou d'un uhlan a-t-elle écrasé cette humble fleur d'intelligence française ? Après la guerre, il faudra s'informer de ce que sont devenus et les pastels de Quentin de la Tour, et le petit téléphoniste. Les pastels, pour les reprendre, où qu'ils soient. Et le petit téléphoniste, pour le récompenser, quel qu'il soit. M. Poincaré a bonne mémoire, il n'oubliera pas.

*
* *

Que de folies on raconte, à la faveur du trouble jeté dans toutes les cervelles par les taxations, les cartes de sucre et les autres cartes que l'on prévoit, déjà! Hier, une personne sérieuse m'a déclaré qu'un ancien officier supérieur de l'armée, retraité récemment pour surdité, et qui a fait tout le commencement de la campagne, a amoncelé chez lui, quatorze mille kilos de sucre. J'ai rectifié : quatorze cents ? — Non, non! quatorze mille.

Ce calcul m'a paru ressembler à l'énumération des *Rendez-vous*, *bourgeois*, ou de deux, les vo-

leurs passent à vingt-deux, et à cent vingt-deux, par les multiplications épouvantées de deux domestiques trembleurs. Quatorze mille kilos! Vous comprenez que si l'accaparement du sucre a eu lieu, un peu partout, même dans de plus modestes proportions, il n'y a qu'à faire des réquisitions, des perquisitions et des saisies chez les particuliers soupçonnés d'avoir de pareils stocks par devers eux, au détriment de la masse. Détenir tout, égoïstement, quand il y a dénuement général, est un acte criminel, qui appelle les plus sévères sanctions.

Je n'ai pas un très grand goût pour les procédés révolutionnaires, mais je verrais sans trouble les commissaires de police perquisitionner pour confisquer les amoncellements de vivres rassemblés au profit d'un seul. Voyez à quelles mesures rigoureuses la déraison de certains d'entre nous pourrait amener les Pouvoirs publics, sans qu'une protestation pût s'élever contre de telles pratiques, qui feraient si bien les affaires des socialistes.

*
* *

La révolution russe avait bien débuté, si tant est qu'une révolution puisse bien débuter. Celle

de Petrograd, estompée par l'éloignement, maquillée par des auxiliaires bienveillants, avait eu toutes les apparences d'un soulèvement pacifique, et l'accord de tous les esprits avait amené le changement de régime. Peu à peu nous commençons à apprendre plus complètement ce qui s'est passé. D'abord le sang a coulé abondamment. Quatre mille personnes ont été tuées. La police a mitraillé le peuple, et les soldats qui s'étaient joints aux révolutionnaires. La foule par réciprocité a écharpé la police. La Douma qui avait nommé un gouvernement provisoire animé des intentions les plus libérales, a ensuite toléré l'existence d'un comité dit *des ouvriers et des soldats*, espèce de club anarchiste prêt aux pires résolutions. Et tout de suite les affaires se sont gâtées. Les forçats ont été mis en liberté, et les prisons se sont emplies de suspects.

Heureusement la peine de mort avait été abolie, dès les premiers jours de la révolution, sans quoi il n'y aurait pas eu assez de gibets pour les vengeances politiques. Tous les grands-ducs ont été arrêtés, que ce fussent des libéraux comme Cyrille, ou des héros comme Nicolas. Dès le premier jour, le Tzar et la Tzarine ont été privés de leur liberté et gardés à vue. Les

cadres de l'armée se sont vidés de soldats désireux de manifester à Pétrograd au lieu de combattre sur la Dwina ou le Sereth. Les généraux inquiets ont tourné leur regard vers le gouvernement provisoire au lieu de le fixer sur l'ennemi. Et l'Allemand qui ne perd jamais l'occasion a fondu sur les troupes du Stockod et les a mises en déroute.

Pendant ce temps-là, le *comité des ouvriers et des soldats* prenait des dispositions pour terminer la guerre, et, au lieu de se préparer à écraser le militarisme prussien, déclarait qu'il suffirait à l'Allemagne et à l'Autriche de préparer la paix, *sans annexion et sans indemnité*, pour que la Russie s'empresse de déposer les armes.

Y a-t-il quinze jours que la Révolution a changé l'ordre des choses en Russie? Et déjà nous en sommes à la paix séparée, comme avec Sturmer et Protopopof. Combien de millions les Allemands ont-ils dépensés dans cette malheureuse Russie, pour obtenir un résultat pareil qui menace de compromettre les admirables efforts de Rousski et de Broussiloff, d'annihiler les exploits de l'armée, qui a combattu avec héroïsme? Qu'est-ce que le gouvernement provisoire attend pour mettre la main

au collet des ouvriers et des soldats qui composent ce club d'anarchistes? Les ouvriers n'ont pas à se constituer en comité, ni les soldats. Les uns doivent être dans les usines à travailler pour le pays en danger. Les autres doivent être sous leurs drapeaux prêts à combattre pour la défense de la liberté et du droit. Ce n'est pas pour qu'à la faveur d'une révolution, les Russes désertent la cause, dans laquelle ils nous ont attirés à leur suite, que nous avons fait tuer un million de nos jeunes gens, et dépensé soixante milliards de notre fortune.

Ils nous la baillent belle, les ouvriers et les soldats du comité, avec leurs accès de fraternité et leurs attendrissements internationalistes, quand le Nord de la France fume des incendies allemands, et ruisselle du sang versé par les troupes anglo-françaises. Croient-ils que c'est en bêlant à la paix, en face des Allemands implacables et féroces qu'ils reprendront la Volhynie et la Pologne, et qu'ils iront à Constantinople? Ce sont des ignorants qui ne connaissent rien des plans de Pierre-le-Grand et de Catherine II. Abandonner le rêve séculaire de la mer Noire libérée des canons turcs gardant les détroits, est-ce bien le fait de gens qui viennent

de détrôner les Romanof, qui eux, au moins, ne reniaient pas leur idéal politique?

C'est une dure surprise pour nous que cette nouvelle télégraphiée de Pétrograd. Elle nous prouve que trois fois trahis, depuis le commencement des hostilités, par des tentatives de paix séparée, nous sommes exposés à l'être encore et plus sérieusement, cette fois, car les Allemands ne pourraient pas hésiter, à accepter un arrangement qui les sauverait d'un désastre.

Renoncer aux annexions et à une indemnité de guerre, au lendemain du jour où l'Amérique vient d'entrer en lutte avec eux, mais ils acquiesceraient avec joie à la proposition! Pouvoir rentrer chez eux, après avoir tout démoli chez les autres, et que cela ne leur coûte que les frais de guerre, c'est tout ce qu'ils peuvent espérer de mieux à l'heure présente. Et dans dix ans, remis, refaits, reposés et sur de nouveaux plans mieux établis, ils recommenceraient le coup manqué aujourd'hui et qui, cette fois, mettrait l'Europe et le monde sous leurs bottes.

Mais non. C'est impossible. La Révolution russe ne peut pas consentir à cette tractation qui serait un déshonneur pour elle.

Quelques centaines de révolutionnaires affolés ou stipendiés ne tiendront pas tête à la

Douma, aux Zemstvos, et au gouvernement provisoire.

Nous allons apprendre que tout est rentré dans l'ordre et que les pouvoirs constitués, seuls, gouvernent et commandent, de la mer Glaciale à Odessa, et de la Sibérie à la Finlande. Une révolution, qui ne glorifierait pas l'idée de patrie, et dont les militants ne seraient pas prêts à sacrifier leur vie, leurs biens, tout ce qu'ils possèdent, au triomphe absolu du droit et de la liberté, ne serait plus qu'une émeute funeste et dont il faudrait souhaiter la répression. J'espère, pour nos alliés, qu'ils ne nous feront pas regretter la destruction du Tzarisme et le renversement de Nicolas II.

La bataille, qui doit occuper tout le front occidental, pendant le printemps et l'été, paraît commencée par les préparations militaires très importantes, qu'ont faites les Anglais sur les bords de l'Ancre. Ils ont continué à marcher sur Bapaume, et à l'heure actuelle, ils l'encerclent de telle manière et avec de si grandes forces, que les Allemands se sont repliés et ont abandonné toutes leurs positions, sans combat. C'est un très sérieux avantage que les Anglais viennent de remporter et qui présage de brillants succès à prochaine échéance. Evidemment, les Alle-

mands vont défendre Bapaume. Ce sera une bataille. Il est matériellement impossible que les soldats du prince de Bavière remportent la victoire. S'ils réussissent un jour, ils seront battus, le lendemain. La force de l'armée britannique exclut désormais toute chance de réussite pour les Allemands.

Ce n'est plus qu'une question de temps, d'efforts matériels et de sacrifices d'hommes. Tout ce qui devra être consenti, le sera. Il faut donc s'attendre à de très importants événements militaires. Nous entrons dans la phase de réalisation de toutes nos préparations militaires. Nous avons six mois, devant nous, pour terminer la guerre. Sinon, il faudra recommencer une campagne d'hiver. Or, M. de Bethmann a dit, au Reichstag, qu'il fallait que tout fût fini cet été. Pour une fois, il a dit la vérité. Il faut que tout soit terminé.

L'Allemagne est comme un joueur qui n'a plus de fonds que pour jouer une partie, après quoi, s'il la perd, il ne lui reste plus qu'à se faire sauter. L'Allemagne biseautera les cartes jusqu'à la dernière minute. Mais elle sautera tout de même.

FIN DU 15e FASCICULE

Saint-Denis
Imp. Ve Bouillant et J. Dardaillon

IMP. JULIEN FRAZIER, 43, R. LAFAYETTE, PARIS.